

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, October 21, 2025

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met with videoconference this day at 6:31 p.m. [ET] to examine and report on the growing issue of wildfires in Canada and the consequential effects that wildfires have on forestry and agriculture industries, as well as rural and Indigenous communities, throughout the country.

Senator Robert Black (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: My name is Rob Black. I'm the chair of the committee, a senator from Ontario, and I want to welcome members of the committee and our witnesses, both in person and online, as well as those watching on the web.

I want to start by acknowledging that the land on which we gather is on the unceded traditional territory of the Algonquin Anishinaabe Nation. Before we hear from our witnesses today, I would like to start by asking our senators around the table to introduce themselves, starting with my deputy chair.

Senator McNair: Senator John McNair, New Brunswick, the unceded lands of the Mi'kmaq people.

Senator Martin: Senator Yonah Martin, British Columbia.

Senator Varone: Senator Toni Varone, Ontario.

Senator Robinson: Senator Mary Robinson, Prince Edward Island.

[*Translation*]

Senator Oudar: Manuelle Oudar from Quebec. I am replacing Senator Sorensen.

[*English*]

Senator McBean: Senator Marnie McBean, Ontario.

Senator Muggli: Senator Tracy Muggli, Saskatchewan and Treaty 6 territory and traditional homeland of the Métis.

The Chair: Thank you, colleagues. Today, the committee is continuing its study on the topic of the growing issue of wildfires in Canada and the consequential effects that wildfires have on forestry and the agriculture industry as a whole. Our first panel is comprised of Brennan Merasty, Minister of Self-Determination and Self-Government within the Metis Nation—Saskatchewan, and he is accompanied by his colleague, Richard Quintal, Chief Executive Officer. We also welcome Francyne Joe, Executive Director of the First Nations' Emergency Services Society of British Columbia. And she is accompanied by Matt Nelson,

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 21 octobre 2025

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 18 h 31 (HE), avec vidéoconférence, afin d'étudier, pour en faire rapport, le problème grandissant des feux de forêt au Canada et les effets que les feux de forêt ont sur les industries de la foresterie et de l'agriculture, ainsi que sur les communautés rurales et autochtones, à l'échelle du pays.

Le sénateur Robert Black (président) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Je m'appelle Rob Black, sénateur de l'Ontario. Je préside le comité. Je souhaite la bienvenue aux membres du comité et à nos témoins, qu'ils soient présents en personne ou en ligne, ainsi qu'aux personnes qui nous regardent sur le Web.

Je tiens tout d'abord à souligner que nous nous trouvons sur le territoire ancestral non cédé de la nation algonquine anishinabe. Avant d'entendre nos témoins aujourd'hui, je demanderai aux sénateurs autour de la table de se présenter, en commençant par mon vice-président.

Le sénateur McNair : Sénateur John McNair, Nouveau-Brunswick, terres non cédées du peuple mi'kmaq.

La sénatrice Martin : Sénatrice Yonah Martin, Colombie-Britannique.

Le sénateur Varone : Sénateur Toni Varone, Ontario.

La sénatrice Robinson : Sénatrice Mary Robinson, Île-du-Prince-Édouard.

[*Français*]

La sénatrice Oudar : Manuelle Oudar, du Québec. Je remplace la sénatrice Sorensen.

[*Traduction*]

La sénatrice McBean : Sénatrice Marnie McBean, Ontario.

La sénatrice Muggli : Sénatrice Tracy Muggli, Saskatchewan et territoire du Traité n° 6 et territoire ancestral des Métis.

Le président : Merci, chers collègues. Aujourd'hui, le comité poursuit son étude sur le problème grandissant des feux de forêt au Canada et des effets qu'ils ont sur la foresterie et l'agriculture dans leur ensemble. Notre premier groupe de témoins est composé de Brennan Merasty, ministre de l'Autodétermination et de l'Autonomie gouvernementale au sein de la Nation métisse de la Saskatchewan, qui est accompagné de son collègue Richard Quintal, chef de la direction. Nous recevons également Francyne Joe, directrice générale de la First Nations' Emergency Services Society of British Columbia. Elle est accompagnée de Matt

Integrated Fuel Management Supervisor. Thank you for being here in person. We do appreciate it. Joining us by video conference, I would like to welcome David Beaudin, Minister of Agriculture within the Manitoba Métis Federation. We will give each of you five minutes for your opening remarks, and they will be followed by questions from senators. With respect to the five minutes, I'm going to put my hand up when you have one minute left. When you see two hands up, it is about time to wrap it up. I have never had to cut anybody off, but I might. With that, the floor is yours, Minister Merasty.

Brennan Merasty, Minister of Self-Determination and Self-Government and Justice, Métis Nation Saskatchewan: Tansi. Good afternoon esteemed members of the Senate. Thank you for the opportunity to address you today on a critical issue affecting Métis people in Saskatchewan. As an elected representative of Métis Nation-Saskatchewan, the national government of Saskatchewan's Métis people, it is with honour and a sense of urgency that I stand before you today.

The impacts of climate change are being felt across the country, and Saskatchewan is no exception. We are bearing witness to more extreme weather systems and severe drought conditions in parts of our province to severe storms that cause flash flooding in others. Northern Saskatchewan has faced tinder-dry conditions and significant increases in wildfire activity over the past two years.

This past year took its toll on our citizens and our government resources. In 2025, wildfires scorched 7.1 million acres of our traditional territory, nearly 5 million more acres than in 2024.

What this statistic does not highlight is the significant, detrimental impacts to the Métis people that rely on those lands to sustain themselves and their families. The rapidly moving 2025 wildfires forced our citizens to flee their homes, often with only the clothes on their backs. The surge of wildfires and evacuees heading south overwhelmed provincial resources and the supports offered by the Canadian Red Cross. As is often the case, Métis citizens fell into a jurisdictional gap.

Within the first 24 hours of evacuations, there were instances where evacuees that had travelled 500 kilometres south to urban centres were turned away from evacuation centres because the support workers were unable to determine if it was the province or the Red Cross that was responsible for meeting the needs of Métis people. That led to a number of Métis citizens being forced to sleep in cars or outside and having no access to food and essential items.

Nelson, superviseur de la gestion intégrée du carburant. Nous vous remercions d'être présents en personne. Nous vous en sommes reconnaissants. Des nôtres par vidéoconférence, nous avons David Beaudin, ministre de l'Agriculture de la Fédération des Métis du Manitoba. Nous vous accordons à chacun cinq minutes pour vos observations préliminaires, qui seront suivies des questions des sénateurs. En ce qui concerne les cinq minutes, je lèverai la main lorsqu'il vous restera une minute. Quand vous verrez deux mains levées, il sera temps de conclure. Je n'ai jamais dû interrompre quelqu'un, mais je pourrais le faire. Sur ce, la parole est à vous, monsieur Merasty.

Brennan Merasty, ministre de l'Autodétermination et de l'Autonomie gouvernementale et de la Justice, Métis Nation Saskatchewan : Tansi. Bonjour, honorables sénateurs. Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui au sujet d'une question cruciale qui touche les Métis de la Saskatchewan. En tant que représentant élu de la Nation métisse de la Saskatchewan, gouvernement national des Métis de la Saskatchewan, je me présente devant vous aujourd'hui, à la fois honoré et animé d'un sentiment d'urgence.

Les effets des changements climatiques se font sentir dans tout le pays, et la Saskatchewan ne fait pas exception. Nous sommes témoins de plus de phénomènes météorologiques extrêmes et de graves sécheresses dans certaines parties de notre province, ainsi que de violentes tempêtes qui provoquent des crues soudaines dans d'autres. Depuis deux ans, le Nord de la Saskatchewan connaît des conditions de sécheresse extrême et une nette augmentation des feux de forêt.

L'année écoulée a été difficile pour nos citoyens et a eu des répercussions sur les ressources du gouvernement. En 2025, les feux de forêt ont ravagé 7,1 millions d'acres de notre territoire ancestral, soit près de 5 millions d'acres de plus qu'en 2024.

Ce que ce chiffre ne montre pas, ce sont les conséquences importantes et préjudiciables pour les Métis qui dépendent de ces terres pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Les feux de forêt de 2025, qui se sont propagés rapidement, ont contraint nos citoyens à fuir leur maison, souvent avec leurs seuls vêtements sur le dos. Les ressources provinciales et les aides offertes par la Croix-Rouge canadienne se sont trouvées dépassées par la vague de feux de forêt et l'afflux de personnes évacuées vers le sud. Comme c'est souvent le cas, les citoyens métis se sont retrouvés dans un vide juridique.

Dans les premières 24 heures des évacuations, il est arrivé que des évacués qui avaient parcouru 500 kilomètres vers le sud pour gagner des centres urbains soient refoulés des centres d'évacuation parce que le personnel de soutien n'était pas en mesure de déterminer s'il incombaît à la province ou à la Croix-Rouge de répondre aux besoins des Métis. Résultat, un certain nombre de citoyens métis ont dû dormir dans des voitures ou dehors, sans accès à de la nourriture et à des articles de première nécessité.

Upon learning this, the Métis Nation-Saskatchewan Government sprang into action and opened Batoche, the heart of the Métis homeland, to evacuees. We offered lodging, food, clothing, essential items, cultural activities, children's activities and, more importantly, safety. We mobilized our teams and locals in urban centres to ensure that evacuees in Saskatchewan Public Safety Agency, or SPSA, and Red Cross-operated centres had access to Métis cultural supports and activities, clothing and other essential items. We also did our best to support those who were able to remain in the community, those who returned home to extremely smoky conditions and those throughout the province who were impacted by four months of smoky conditions by providing air purifiers and other health aids. The Métis Nation-Saskatchewan government's evacuation response efforts were very successful, but it came at a cost.

In addition to being caught in a jurisdictional gap, Métis Nation-Saskatchewan is caught in a funding gap. Unlike First Nation and Inuit governments, our Métis government does not have access to emergency management funding. This makes it impossible for us to adequately invest in emergency prevention and support our citizens when we are forced to respond to wildfire-related emergencies. Instead, we are forced to wade our way through a complicated and drawn-out process of seeking support to reallocate funding intended for other essential needs such as health, mental health and housing so that it can be used for wildfire emergency management. As we all know, Métis people face major deficits in those areas as well, so we are shifting funds from underfunded, essential areas to emergency management.

When we returned home, some of us found our homes burned to the ground, and many of us found that the hunting and trapping cabins that we rely on for essential shelter when we are out on the land had been destroyed. Similarly, forests that we had relied on for generations to provide us with food, furs, medicine and traditional economic resources had been scorched to the ground.

All of this, coupled with the economic impacts of not being able to remain in the community or on the land to work has resulted in significant impacts to human health and mental health for Métis people in our province. As the Métis government within Saskatchewan, we have a duty to take care of Métis people living in Saskatchewan and our citizens residing in other areas.

The lack of stable, emergency management funding causes immediate hardship for our people and makes it impossible for us to adequately prepare for the wildfire-related emergencies that

En apprenant cela, le gouvernement de la Nation métisse de la Saskatchewan est passé à l'action et a ouvert Batoche, le cœur du territoire métis, aux personnes évacuées. Nous avons offert un hébergement, de la nourriture, des vêtements, des articles de première nécessité, des activités culturelles, des activités pour les enfants et, surtout, une sécurité. Nous avons mobilisé nos équipes et des habitants de centres urbains afin que les personnes évacuées dans les centres gérés par la Saskatchewan Public Safety Agency, la SPSA, et la Croix-Rouge aient accès à des activités et à un soutien culturels métis, à des vêtements et à d'autres articles essentiels. Nous avons également fait de notre mieux pour soutenir ceux qui ont pu rester dans la communauté, ceux qui sont rentrés chez eux dans des fumées encore épaisse et ceux qui, dans toute la province, ont été touchés par quatre mois de fumées, en leur fournissant des purificateurs d'air et d'autres aides sanitaires. Les mesures prises par le gouvernement de la Nation métisse de la Saskatchewan à la suite des évacuations ont été très fructueuses, mais elles ont eu un coût.

En plus d'être prise dans un vide juridique, la Nation métisse de la Saskatchewan manque de fonds. Contrairement aux gouvernements des Premières Nations et des Inuits, notre gouvernement métis n'a pas accès à des fonds pour la gestion des urgences. Il nous est donc impossible d'investir suffisamment dans la prévention des urgences et d'aider nos citoyens quand nous sommes obligés d'intervenir dans des situations d'urgence liées à des feux de forêt. En fait, nous n'avons d'autre choix que de nous plonger dans la recherche complexe et fastidieuse de soutiens à une réaffectation de fonds destinés à d'autres besoins essentiels, comme la santé, la santé mentale et le logement, afin qu'ils puissent être utilisés pour la gestion des urgences liées aux feux de forêt. Comme nous le savons tous, les Métis sont également aux prises avec des déficits importants dans ces domaines, ce qui veut dire que nous transférons des fonds de domaines essentiels sous-financés à la gestion des urgences.

À notre retour, certains d'entre nous ont trouvé leurs maisons réduites en cendres, et beaucoup ont constaté que les cabanes de chasse et de piégeage sur lesquelles nous comptons pour nous abriter quand nous sommes dans la nature ont été détruites. De même, les forêts dont nous dépendons depuis des générations pour nous approvisionner en nourriture, en fourrures, en remèdes et en ressources économiques traditionnelles sont entièrement calcinées.

Tout cela, ajouté aux conséquences économiques liées à l'impossibilité de rester dans la communauté ou sur les terres pour travailler, a des répercussions importantes sur la santé physique et mentale des Métis de notre province. En tant que gouvernement métis en Saskatchewan, nous avons le devoir de prendre soin des Métis qui vivent dans cette province et de nos citoyens qui vivent dans d'autres régions.

L'absence de financement stable pour la gestion des urgences entraîne des difficultés immédiates pour notre peuple et nous empêche de bien nous préparer aux urgences liées aux feux de

will inevitably come next fire season. In order to ensure the safety of Métis people in Saskatchewan during wildfire- and climate-related emergencies, the Government of Canada must make an immediate commitment to provide stable, emergency management funding to the Métis Nation-Saskatchewan.

Without this, our people will continue to fall through the cracks.

The Chair: Thank you very much, minister. Now we will move to Minister Beaudin.

David Beaudin, Minister of Agriculture, Manitoba Métis Federation: Thank you, esteemed senators, and good afternoon. Thank you for inviting the Manitoba Métis Federation, the National Government of the Red River Métis, to appear at today's meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry on the growing issue of wildfires in Canada and the consequential effects that wildfires have on forestry and agriculture industries, as well as rural and Indigenous communities, throughout the country.

My name is David Beaudin. I'm the Minister of Agriculture and the Associate Minister of Environment and Climate Change for the Manitoba Métis Federation, or MMF. I will be sharing information on the impact of wildfires to the agriculture and forestry sectors in Manitoba and our government's response to this summer's wildfire emergency evacuation.

According to the Province of Manitoba's Department of Natural Resources and Indigenous Futures year-to-date *Fire Situation Report*, there have been 432 fires across Manitoba, burning a total of 2,169,858 hectares of land. While an estimate of total hectares of agricultural land affected by wildfires has not been published as yet, the hot, dry conditions across Manitoba leading to an extended 2025 summer fire season had direct and indirect implications on the agriculture sector.

Narratives from Red River Métis citizens engaged in agricultural production from this region and affected by wildfires include a small, 15-head beef cattle operation in Woodridge, Manitoba, which lost 80 acres of productive land and over one mile of fencing for livestock grazing. While the farmyard and all animals were spared, this is a significant setback for a small, family-run operation. Also, a wild rice harvester and processor lost a generations' old cabin near Manigotagan, Manitoba, used to stay in when tending to wild rice crops, leaving them without a safe place to stay during harvest, as well as the hazardous working conditions during poor air quality warnings and the secondary effects of wildfire on human health, which remain to be seen.

forêt qui surviendront inévitablement à la prochaine saison des feux. Afin d'assurer la sécurité des Métis de la Saskatchewan durant les urgences liées aux feux de forêt et au climat, le gouvernement du Canada doit s'engager immédiatement à fournir à la Nation métisse de la Saskatchewan un financement stable pour la gestion des urgences.

Sans cela, notre peuple continuera d'être laissé pour compte.

Le président : Merci beaucoup, monsieur le ministre. Nous passons maintenant à monsieur Beaudin.

David Beaudin, ministre de l'Agriculture, Fédération des Métis du Manitoba : Merci, honorables sénateurs, et bonjour. Je vous remercie d'avoir invité la Fédération des Métis du Manitoba, gouvernement national des Métis de la rivière Rouge, à comparaître à la réunion d'aujourd'hui du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts sur le problème grandissant des feux de forêt au Canada et les effets que les feux de forêt ont sur les industries de la foresterie et de l'agriculture, ainsi que sur les communautés rurales et autochtones, à l'échelle du pays.

Je m'appelle David Beaudin. Je suis ministre de l'Agriculture et ministre délégué à l'Environnement et aux Changements climatiques de la Fédération des Métis du Manitoba, la FMM. Je vais vous présenter des données sur l'incidence des feux de forêt sur les secteurs agricole et forestier au Manitoba et sur la réponse de notre gouvernement à l'évacuation d'urgence due aux feux de forêt cet été.

Selon le *Rapport sur les incendies* publié par le ministère de Ressources naturelles et Futurités autochtones de la province du Manitoba, depuis le début de l'année, 432 feux ont ravagé 2 169 858 hectares de terres au Manitoba. Bien qu'aucune estimation du nombre total d'hectares de terres agricoles touchées par les feux de forêt n'ait encore été publiée, la chaleur et la sécheresse qui ont prévalu dans tout le Manitoba et qui ont prolongé la saison des feux de l'été 2025, ont eu des répercussions directes et indirectes sur le secteur agricole.

Parmi les témoignages des citoyens métis de la rivière Rouge travaillant dans la production agricole dans cette région et touchés par les feux de forêt figure celui d'une petite exploitation de 15 bovins à Woodridge qui a perdu 80 acres de terres productives et plus d'un mile de clôtures dans les pâturages. Bien que la cour de ferme et tous les animaux aient été épargnés, c'est un coup dur pour une petite exploitation familiale. Ailleurs, un récolteur et transformateur de riz sauvage a perdu une cabane vieille de plusieurs générations près de Manigotagan, où il logeait quand il s'occupait de la récolte du riz sauvage, ce qui le prive d'un lieu sûr où rester, et il a dû également composer avec des conditions de travail dangereuses pendant les alertes à la mauvaise qualité de l'air. S'ajoutent à cela les effets secondaires des feux de forêt sur la santé humaine qui restent à déterminer.

Compounding these conditions was the fall in provincial precipitation accumulation to below 60% of a 30-year average. Agriculture and Agri-Food Canada reported severe to extreme drought conditions across the majority of Manitoba. This has resulted in decreases in crop yield and livestock feed shortages, which lead to cash flow concerns for many agricultural producers.

While there are federal and provincial insurance programs in place to assist agricultural producers in times of crisis, accessing such programs requires existing knowledge, active pre-enrollment and assistance to complete. For a sector based in rural locations, these barriers may be significant for some producers.

Independently of fire response, the Manitoba Métis Federation has supported over 160 Red River Métis producers, including two of those listed above, in adopting on-farm practices targeting climate change adaptation and mitigation through the Red River Métis On-Farm Climate Action Fund, highlighting the MMF's investment in ensuring environmental sustainability and the viability of Red River Métis-owned agricultural operations.

Although fire occurs naturally on our landscapes and has historically been used as a forestry management tool by the Red River Métis, offering ecological benefits such as stimulating plant growth and clearing debris on the forest floor, uncontrolled wildfires pose significant risks to health, infrastructure and community stability.

Like the agriculture sector, the severity of the 2025 wildfires was intensified by unseasonably warm temperatures, extended periods of drought and vegetation weakened by environmental stressors. MMF consults Red River Métis citizens on forest-harvesting operations, as these activities have the potential to impact their section 35 rights. However, many consultations were postponed in 2025 due to staff being redeployed to assist evacuees and because of uncertainty surrounding wildfires threatening the designated harvest cut blocks.

There is an urgent need for better wildfire preparation that prioritizes hiring Red River Métis citizens residing in villages and settlements near the boreal forest.

Lastly, I will bring to your attention MMF's July 31 wildfire evacuation report to Indigenous Services Canada, which has been submitted to the committee. The MMF's emergency response during the 2025 wildfire season represented one of the

La situation s'est encore aggravée avec la baisse des précipitations provinciales, qui sont passées à moins de 60 % de la moyenne sur 30 ans. Agriculture et Agroalimentaire Canada a signalé des conditions de sécheresse grave à extrême dans la majeure partie du Manitoba. Cette situation a entraîné une baisse des rendements agricoles et une pénurie d'aliments pour le bétail, et par contrecoup, des problèmes de trésorerie pour beaucoup de producteurs agricoles.

Il existe des programmes d'assurance fédéraux et provinciaux pour aider les producteurs agricoles en période de crise, mais pour y accéder, il faut en avoir connaissance, s'y inscrire préalablement et être aidé pour remplir les formulaires. Pour un secteur basé en milieu rural, ces obstacles peuvent être importants pour certains producteurs.

Indépendamment de la lutte contre les feux, la Fédération des Métis du Manitoba a aidé plus de 160 producteurs métis de la rivière Rouge, dont deux de ceux que j'ai mentionnés, à adopter des pratiques agricoles visant à s'adapter aux changements climatiques et à en atténuer les effets, grâce au Fonds d'action à la ferme pour le climat des Métis de la rivière Rouge, soulignant ainsi l'investissement de la FMM pour garantir la durabilité environnementale et la viabilité des exploitations agricoles appartenant aux Métis de la rivière Rouge.

Bien que des incendies se produisent naturellement dans nos paysages et que les Métis de la rivière Rouge se servent depuis longtemps du feu comme outil de gestion forestière, car il offre des avantages écologiques, comme stimuler la croissance des plantes et nettoyer des débris sur le sol forestier, les feux de forêt incontrôlés présentent des risques importants pour la santé, les infrastructures et la stabilité communautaire.

Comme dans le secteur agricole, les températures anormalement élevées, les périodes de sécheresse prolongées et la végétation affaiblie par des facteurs de stress environnementaux ont accentué la gravité des feux de forêt en 2025. La FMM consulte les citoyens métis de la rivière Rouge sur les opérations d'exploitation forestière, car ces activités peuvent avoir une incidence sur leurs droits en vertu de l'article 35. Cependant, beaucoup de consultations ont été reportées en 2025 en raison du redéploiement du personnel pour aider les personnes évacuées et de l'incertitude entourant les feux de forêt qui menaçaient les blocs de coupe désignés.

Il est urgent de mieux se préparer aux feux de forêt en donnant la priorité à l'embauche de citoyens métis de la rivière Rouge qui résident dans des villages et des établissements situés à proximité de la forêt boréale.

Enfin, j'attirerai votre attention sur le rapport de la FMM du 31 juillet sur les évacuations entraînées par les feux de forêt, qui a été soumis au comité. Les mesures d'urgence prises par la FMM pendant la saison des feux de 2025 comptaient

most comprehensive, Indigenous-led support efforts undertaken in the province across two distinct waves of evacuations.

I encourage you to review our submission to learn more. Thank you. *Marsee*. I look forward to your questions.

The Chair: Thank you very much. Over to you, Ms. Joe and Mr. Nelson.

Francyne Joe, Executive Director, First Nations' Emergency Services Society of British Columbia: Honourable chair and distinguished members of the Senate committee, thank you for inviting us to the unceded and unsurrendered Algonquin territory to speak on behalf of the First Nations' Emergency Services Society of British Columbia, or FNESS. My name is Francyne Joe. I am a member of the Shackan Band, and I am also the Executive Director of FNESS.

FNESS is an organization dedicated to supporting First Nations communities across B.C. using the four pillars of emergency management: Mitigation — helping communities reduce risks of wildfire; preparedness — building local capacity through training, planning and community engagement; response — providing support for emergency operating centres, structured defence planning and more; and recovery — supporting communities with guidance and practical assistance after an emergency hazard. We are grateful for this opportunity to address the growing issue of wildfires in Canada and its impact on First Nations communities.

As a First Nations-led organization, our perspectives are rooted in the lived experience of First Nations peoples, who often bear the disproportionate brunt of wildfires. Today, we will provide our perspective on evacuations of First Nations communities caused by wildfires and the challenges of post-evacuation recovery, issues that we feel demand urgent, equitable action.

I would like to pass a few minutes to my colleague.

Matt Nelson, Integrated Fuel Management Supervisor, First Nations' Emergency Services Society of British Columbia: My name is Matt Nelson, and I am from Lil'wat Nation, which is part of the St'át'imc Nation. I'm here with the First Nations' Emergency Services Society of British Columbia as the integrated fire management supervisor.

parmi les mesures de soutien les plus complètes menées par les Autochtones dans la province pendant deux vagues d'évacuations distinctes.

Je vous encourage à examiner notre rapport pour en savoir plus. Je vous remercie. *Marsee*. Je serai heureux de répondre à vos questions.

Le président : Merci beaucoup. La parole est à vous, madame Joe et monsieur Nelson.

Francyne Joe, directrice générale, First Nations' Emergency Services Society of British Columbia : Monsieur le président, honorables sénateurs, merci de nous avoir invités sur le territoire algonquin non cédé et non abandonné pour parler au nom de la First Nations' Emergency Services Society of British Columbia, la FNESS. Je m'appelle Francyne Joe. Je suis membre de la bande Shackan et je suis également directrice générale de la FNESS.

La FNESS est un organisme qui a pour mission de soutenir les communautés des Premières Nations de toute la Colombie-Britannique en s'appuyant sur les quatre piliers de la gestion des urgences qui sont l'atténuation — en aidant les communautés à réduire les risques de feux de forêt; la préparation — en renforçant les capacités locales par la formation, la planification et la mobilisation communautaire; l'intervention — en fournissant un soutien aux centres des opérations d'urgence, à la planification structurée de la défense, etc.; et le rétablissement — en soutenant les communautés par des conseils et une aide concrète après une situation d'urgence. Nous sommes reconnaissants de cette occasion qui nous est donnée de parler du problème grandissant des feux de forêt au Canada et de leur impact sur les communautés des Premières Nations.

En tant qu'organisme dirigé par des Premières Nations, nos points de vue reposent sur l'expérience vécue par les peuples des Premières Nations, qui subissent souvent de façon disproportionnée les conséquences des feux de forêt. Aujourd'hui, nous vous présenterons notre point de vue sur les évacuations des communautés des Premières Nations consécutives aux feux de forêt et sur les défis du rétablissement après l'évacuation, des questions qui, selon nous, exigent des mesures urgentes et équitables.

Je cède maintenant la parole à mon collègue pour quelques minutes.

Matt Nelson, superviseur de la gestion intégrée du carburant, First Nations' Emergency Services Society of British Columbia : Je m'appelle Matt Nelson et j'appartiens à la nation Lil'wat, qui fait partie de la nation St'át'imc. Je suis ici avec la First Nations' Emergency Services Society of British Columbia en qualité de superviseur de la gestion intégrée des incendies.

I've been a type 1 wildland firefighter for the past 11 seasons and have first-hand witnessed wildfires become an escalating crisis in Canada. This includes the record-breaking fires of 2023 that scorched millions of hectares and displaced tens of thousands of people. Fuelled by climate change, prolonged droughts and shifting weather patterns, these fire seasons are longer, more aggressive and more challenging. Unfortunately, that's the new reality. These events not only ravage our forests but also upend the lives of First Nations communities that have stewarded these lands for generations. Communities often located in remote or forested areas face heightened vulnerability due to limited infrastructure, historical underfunding and systematic inequities in emergency response.

One of my guiding principles as a wildland firefighter is to reduce suffering. Displaced people are suffering.

To speak more on the realities of displacement, evacuations during wildfires save lives but they come at a tremendous human cost. The trauma extends far beyond the immediate evacuation. Recovery is a stressful and arduous process that can span months or even years. Homes may be lost or damaged. Cultural sites and traditional harvesting grounds are often irreparably harmed. The psychological toll — stress, anxiety and trauma — continues long after fires are extinguished.

To illustrate, here's a recent example of our work. The First Nations' Emergency Services Society of British Columbia assisted with an Emergency Operations Centre — we call it EOC — in a rural First Nations community during a major wildfire event in this season of 2025. An evacuation order was made due to the limited local resources and coordination challenges. Evacuees were split among three cities hundreds of kilometres apart, and families were separated from each other and community members from their support networks. This fragmentation not only amplified emotional distress but also complicated access to culturally safe services, such as traditional healing practices, foods and medicines. This scenario is not isolated. It reflects a systemic failure where First Nation voices are sidelined.

Our approach at FNESS is guided by four pillars of emergency management — mitigation, preparedness, response and recovery. We believe that equitable training and funding in these areas are essential to reducing the impacts of disasters like wildfire.

By investing in community-led mitigation such as culturally and prescribed fires, FireSmart and wildland firefighter training, we can prevent fires from escalating and better equip

Depuis 11 saisons, je suis pompier forestier de type 1, et j'ai vu de mes propres yeux les feux de forêt prendre une ampleur de crise au Canada. Cela inclut les feux record de 2023 qui ont ravagé des millions d'hectares et déplacé des dizaines de milliers de personnes. Alimentées par les changements climatiques, les sécheresses prolongées et l'évolution des régimes météorologiques, les saisons des feux sont plus longues, plus actives et plus difficiles. Malheureusement, c'est la nouvelle réalité. Non seulement ces feux ravagent nos forêts, mais ils bouleversent aussi la vie des communautés des Premières Nations qui gèrent ces terres depuis des générations. Les communautés souvent situées dans des secteurs éloignés ou boisés sont particulièrement vulnérables à cause d'une infrastructure limitée, d'un sous-financement historique et d'inégalités systémiques dans les interventions d'urgence.

Un de mes principes directeurs en tant que pompier forestier est de réduire la souffrance. Les personnes déplacées souffrent.

Pour en dire plus sur la réalité des déplacements de population, les évacuations pendant les feux de forêt sauvent des vies, mais elles ont un énorme coût humain. Le traumatisme va bien au-delà de l'évacuation immédiate. Le rétablissement est un processus stressant et ardu qui peut s'étendre sur des mois, voire des années. Des maisons peuvent être perdues ou endommagées. Les sites culturels et les terres de récolte traditionnelles sont souvent irrémédiablement endommagés. Le coût psychologique — le stress, l'angoisse et le traumatisme — persiste longtemps après l'extinction des incendies.

À titre d'illustration, voici un exemple récent de notre travail. La First Nations' Emergency Services Society of British Columbia a apporté son aide à un centre des opérations d'urgence, un COU, dans une petite communauté rurale des Premières Nations pendant un important feu de forêt au cours de la saison 2025. Un ordre d'évacuation a été donné en raison des ressources locales limitées et des problèmes de coordination. Les personnes évacuées ont été réparties entre trois villes distantes de plusieurs centaines de kilomètres, ce qui a séparé les familles les unes des autres et les membres de la communauté de leurs réseaux de soutien. Cette fragmentation a non seulement amplifié la détresse psychologique, mais aussi compliqué l'accès à des services culturellement adaptés, tels que les pratiques de guérison, les aliments et les remèdes traditionnels. Ce scénario n'est pas isolé. Il reflète une défaillance systémique où les voix des Premières Nations sont mises de côté.

L'approche de la FNESS repose sur quatre piliers de la gestion des urgences : l'atténuation, la préparation, l'intervention et le rétablissement. Nous pensons qu'une formation et un financement équitables dans ces domaines sont essentiels pour réduire les effets de catastrophes telles que les feux de forêt.

En investissant dans des mesures d'atténuation communautaires, comme les feux culturels et les feux dirigés, Intelli-feu — FireSmart — et la formation des pompiers

communities to respond. This not only saves money by avoiding costly, large-scale emergencies but, more importantly, it minimizes the human impact during evacuations and recovery.

Yet despite these proven strategies, First Nations continue to face barriers, underfunded programs, bureaucratic hurdles and a lack of recognition for our expertise that incorporates Indigenous knowledge and practice. I'll now pass the last minute to Ms. Joe.

Ms. Joe: In closing, wildfires are a call for change. They threaten not just our landscapes but our communities.

The First Nations' Emergency Services Society of British Columbia recently submitted its pre-budget submission to the Government of Canada for the upcoming budget. We are requesting \$27.9 million over three years. We met last month with various departments — Indigenous Services Canada, emergency services, the Minister of Artificial Intelligence and Digital Innovation, Environment and Climate Change Canada and many MPs — to secure support and provide background on the work we do.

Through collaborative, equitable action grounded in the four pillars, we can build a more resilient nation, one where First Nations thrive and displacement becomes a rarity rather than commonplace. *Kukwstsétselp*. Thank you.

The Chair: Thank you very much for your opening statements. Now we will proceed with questions from senators. Colleagues, you have five minutes for your question and that includes the answer as well. I will hold up the hand at four minutes. I'll ask our deputy chair to begin.

Senator McNair: Thank you again to the panellists for being here tonight.

My first question is for the two ministers. In an article published in the *International Journal of Wildland Fire*, it was estimated that:

... wildland fire evacuations cost at least CAD 3.7 billion (excluding structural losses), jumping to CAD 4.6 billion if we include productivity losses.

The article goes on to state:

forestiers, nous pouvons empêcher que les feux se propagent et mieux équiper les communautés pour qu'elles puissent intervenir. Cela permet non seulement d'économiser de l'argent en évitant des situations d'urgence à grande échelle coûteuses, mais surtout de réduire au minimum l'impact humain pendant les évacuations et le rétablissement.

Malgré ces stratégies éprouvées, les Premières Nations continuent de se heurter à des obstacles, à des programmes sous-financés, à des obstacles administratifs et à un manque de reconnaissance de leurs compétences qui intègrent les connaissances et les pratiques autochtones. Je cède la parole à Mme Joe pour la dernière minute.

Mme Joe : Pour conclure, les feux de forêt sont un appel au changement. Ils menacent non seulement nos paysages, mais aussi nos communautés.

La First Nations' Emergency Services Society of British Columbia a soumis récemment au gouvernement du Canada son mémoire prébudgétaire en vue du prochain budget. Nous demandons 27,9 millions de dollars sur trois ans. Le mois dernier, nous avons rencontré différents ministères — Services aux Autochtones Canada, les services d'urgence, le ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique, Environnement et Changement climatique Canada et de nombreux députés — afin d'obtenir leur soutien et de les informer sur notre travail.

Par une action équitable et concertée fondée sur les quatre piliers, nous pouvons bâtir une nation plus résiliente, où les Premières Nations prospèrent et où les déplacements de population deviennent rares au lieu d'être courants. *Kukwstsétselp*. Merci.

Le président : Je vous remercie de vos observations préliminaires. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Chers collègues, vous disposez de cinq minutes pour poser votre question et y obtenir une réponse. Je lèverai la main au bout de quatre minutes. Je demande à notre vice-président de commencer.

Le sénateur McNair : Merci encore aux témoins de leur présence ce soir.

Ma première question s'adresse aux deux ministres. Dans un article publié dans l'*International Journal of Wildland Fire*, on estime que :

... les évacuations dues aux feux de forêt coûtent au moins 3,7 milliards de dollars canadiens (hors pertes structurelles), et ce chiffre grimpe à 4,6 milliards, si l'on inclut les pertes de productivité.

L'article explique ensuite que :

Indigenous Peoples are disproportionately impacted in wildfire evacuations compared to the general Canadian population.

Can you comment on whether you agree or disagree with that statement? What are the greatest challenges for Indigenous communities during wildfire evacuations? If possible, you could cite the lessons learned from the 2023, 2024 and now 2025 wildfire season regarding evacuations in Indigenous communities.

Ms. Joe: I found it very interesting that we asked the Library of Parliament through M.P. Frank Caputo about the cost to the Government of Canada. We found in 2023-24 the amount was \$581 million to bring wildfire firefighters into Canada from other countries such as Australia, New Zealand and Africa.

I'm asking that we take part of that money and train our own people, because our own people in the First Nations communities know what is needed. We need to develop that capacity. We need to protect our traditional lands, foods, medicines and the properties that have value to us.

With this type of money, we could be hiring people, supporting small business and developing capacity. That was part of our pre-budget submission this year.

Mr. Merasty: Thank you for your question. I heard it from a retired SPSA employee from northern Saskatchewan specifically. For 30-some years, he worked on the frontline as the initial attack. For 30-some years, they did not evacuate any communities in northern Saskatchewan as an example because for 30-some years resources were allocated to SPSA — and the various name changes it went through over the years — to fight the fires on the ground with firefighters that came from those communities. The scientific methods have no bearing on what we do with our traditional and key knowledge of the land base that we live on.

This past year, 2.87 million hectares of land burned, which was a major increase from 2024. Ninety per cent of N-14 fur block in the community I live in has burned, which takes away traditional medicines, land use from cultural practices, traditional gathering, medicines, food. Not only does it impact our communities and citizens that live off that land, but it does impact the habitats. The animals that live in those habitats have become displaced, not only our people.

les populations autochtones sont plus durement touchées par les évacuations que la population canadienne en général.

Êtes-vous d'accord ou pas avec cette affirmation et pourquoi? Quels sont les plus grands problèmes des communautés autochtones durant les évacuations en cas de feux de forêt? Si possible, citez les leçons tirées des saisons de feux de forêt de 2023, 2024 et maintenant 2025, en ce qui concerne les évacuations dans les communautés autochtones.

Mme Joe : J'ai trouvé très intéressant que nous demandions à la Bibliothèque du Parlement, par l'intermédiaire du député Frank Caputo, quel était le coût pour le gouvernement du Canada. Nous avons appris qu'en 2023-2024, il s'élevait à 581 millions de dollars pour faire venir de l'étranger des pompiers spécialisés dans les feux de forêt, par exemple d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique.

Je demande que nous utilisions une partie de cet argent pour former notre propre personnel, car les membres de nos communautés des Premières Nations savent ce qui est nécessaire. Nous devons développer cette capacité. Nous devons protéger nos terres, nos aliments, nos remèdes traditionnels et les biens qui ont de la valeur à nos yeux.

Avec ce type de financement, nous pourrions embaucher des personnes, soutenir les petites entreprises et développer nos capacités. Cela faisait partie de notre mémoire prébudgétaire cette année.

Mr. Merasty : Je vous remercie de votre question. Voici ce que m'a dit un employé retraité de la Saskatchewan Public Safety Agency, originaire du Nord de la Saskatchewan. Pendant plus de 30 ans, il a travaillé en première ligne dans les premières interventions. Pendant plus de 30 ans, aucune communauté du Nord de la Saskatchewan n'a été évacuée, par exemple, car pendant plus de 30 ans, des ressources ont été allouées à la SPSA — sous les différents noms qu'elle a pris au fil des ans — pour lutter contre les feux sur le terrain avec des pompiers issus de ces communautés. Les méthodes scientifiques n'ont aucune incidence sur ce que nous faisons en nous appuyant sur nos connaissances ancestrales et essentielles du territoire sur lequel nous vivons.

L'an dernier, 2,87 millions d'hectares de terres ont brûlé, ce qui représente une augmentation importante par rapport à 2024. En tout, 90 % du secteur de piégeage N-14 de la communauté dans laquelle je vis a brûlé, ce qui nous prive de nos remèdes traditionnels, de l'utilisation des terres à des fins culturelles, de nos activités de cueillette, de nos remèdes et de nos aliments traditionnels. Cela a non seulement un impact sur nos communautés et nos citoyens qui vivent de ces terres, mais aussi sur les habitats. Les animaux qui vivent dans ces habitats ont fui, tout comme notre peuple.

I remember receiving calls at one in the morning from the community of Buffalo Narrows. The mayor had nowhere to turn, nowhere to go, no understanding of where the community was being evacuated to, but they were being evacuated. The Métis Nation—Saskatchewan stood up in that moment, and we housed our citizens from Buffalo Narrows in hotels that we had connections to through previous work. We took care of them for weeks until they were able to go back home. Those are our realities and our impacts, and they go beyond scientific methods and knowledge that just don't meet or compare to traditional knowledge.

Mr. Beaudin: Our government has gone through professional fees, program costs, transportation, fuel costs, furniture and equipment. We have had donations. We have had to purchase a sanitizing unit to sanitize everything before we can put it into boxes and have people accept that. We had to pull the food together quickly.

Beyond all of the small monetary items, some of our bigger concerns were around the mental health of our citizens. You are living out of a bag. The bag stays by the door, you are on a moment's notice and under high stress. It caused a lot of issues with the state of people's mental health. That is something which will be part of our future submission as well.

Again, I could go on and on about all of the impacts to the wildlife. Our hunting grounds were changed so now nobody can hunt in the burnt-out area. Thank you very much.

The Chair: I'm going to use the chair's prerogative and ask a question, if that's okay, Senator Martin.

Mr. Nelson, the First Nations' Emergency Services Society of British Columbia published an article in July of this year entitled "Skatin Igniting a Spark" in which you said, "Building wildfire capacity looks different to every community . . ."

Could you please elaborate and perhaps provide some examples of what building wildfire capacity looks like in different Indigenous communities?

Mr. Nelson: Great question, and thank you for bringing that up. I wrote that previously this year as a wildfire specialist. I was providing training to communities. As a wildfire specialist, we want to meet communities where they are at. Every nation is different. There are 204 different communities in B.C., each one has its different challenges, strengths and weaknesses.

Je me souviens avoir reçu des appels à une heure du matin de la communauté de Buffalo Narrows. Le maire n'avait personne vers qui se tourner, nulle part où aller, aucune idée de l'endroit où la communauté était évacuée, mais elle était évacuée. La Nation métisse de la Saskatchewan s'est alors mobilisée, et nous avons hébergé nos citoyens de Buffalo Narrows dans des hôtels avec lesquels nous avions des relations dans le cadre de notre travail antérieur. Nous avons pris soin de nos citoyens pendant des semaines, jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux. Tels sont nos réalités et nos impacts, et ils vont au-delà des méthodes et des connaissances scientifiques qui ne correspondent pas ou ne sont pas comparables aux connaissances traditionnelles.

M. Beaudin : Notre gouvernement a pris en charge les honoraires professionnels, les coûts de programmes, le transport, les frais de carburant, le mobilier et l'équipement. Nous avons reçu des dons. Nous avons dû acheter une unité de désinfection pour tout désinfecter avant de pouvoir les mettre dans des boîtes pour que les gens les acceptent. Nous avons dû organiser rapidement la nourriture.

Au-delà de tous les petits postes de dépenses, la santé mentale de nos citoyens faisait partie de nos plus grandes préoccupations. Vous vivez avec un sac. Le sac reste près de la porte, vous êtes prêt à partir à tout moment et vous subissez un stress important. Cette situation a causé beaucoup de problèmes de santé mentale. C'est un élément qui fera également partie de notre futur mémoire.

Encore une fois, je pourrais continuer à parler longtemps de tous les impacts sur la faune. Nos terrains de chasse ont changé, si bien que maintenant, personne ne peut plus chasser dans la zone brûlée. Je vous remercie de votre attention.

Le président : Je vais user de la prérogative qui m'est accordée en tant que président pour poser une question, si vous le permettez, sénatrice Martin.

Monsieur Nelson, la First Nations' Emergency Services Society of British Columbia a publié en juillet dernier un article intitulé « Skatin Igniting a Spark » dans lequel vous dites : « Le renforcement des capacités en matière de lutte contre les feux de forêt est différent pour chaque communauté... »

Pouvez-vous nous donner plus de détails et peut-être quelques exemples de ce à quoi ressemble le renforcement des capacités de lutte contre les feux de forêt dans différentes communautés autochtones?

M. Nelson : Excellente question, et merci de l'avoir posée. J'ai écrit cela il y a quelques mois en tant que spécialiste des feux de forêt. Je dispensais une formation à des communautés. En tant que spécialistes des feux de forêt, nous voulons aller à la rencontre des communautés là où elles se trouvent. Chaque nation est différente. La Colombie-Britannique compte 204 communautés, chacune ayant ses propres problèmes, atouts et faiblesses.

I was really moved because we showed up, and they only had four members who could take the training, out of a full community. I was a little bit sad that is all that showed up, but as we went through the training, I started hearing the background of their stories, and I was so moved because they were fully engaged and fully wanted to learn. By the end of the wildfire training, I learned that they are the only capable bodies in that community. They are the people who are going to take care of their community, and they are the people who want to show up and fight the fires when it rolls into the community. They are a very rural community that needed this training. I wrote that paper because I was quite moved.

The Chair: What does that capacity look like?

Mr. Nelson: Capacity looks very different through different communities. If BC Wildfire Service asks for any volunteers to help out with fires in their community, now they have four people to show up and fight with BC Wildfire Service. Other nations' capacity building, they already have fully established crews who are allowed to respond. They get contracts through BC Wildfire Service, and they are able to fight fires from their territory but also with Skatin, they needed the extra support, and now they are ready to take care of their own community.

Senator Martin: Thank you for being here and for the important work that you are doing for various First Nations and your communities, the Métis community. I know you have already talked a bit about your work. Ms. Joe, may I ask what are some of the other activities FNESS has conducted with First Nations over the past few years? You talked about the four-pillar approach, and I think that is very important.

Ms. Joe: Yes. Our approach using the four pillars allows us to go into communities before there is even the thought of a wildfire in the area. We're then able to train men, women, young people, older people to develop the capacity of running hoses, identifying where the risks are, filling out the forms when you are on evacuation.

We find that when an evacuation happens, community members are, as my colleague mentioned, racing out of their communities. They are totally unprepared. When they get to an Emergency Operations Centre, or EOC, first they are quite often facing some forms of discrimination. There is fear going into those EOCs. Then they have to fill out various forms to get the supports that they need.

J'ai été très touché parce que nous sommes allés sur place et seuls quatre membres de la communauté pouvaient suivre la formation. J'étais un peu déçu qu'ils n'aient pas été plus nombreux, mais au fur et à mesure de la formation, j'ai commencé à entendre leurs histoires et j'ai été très touché parce qu'ils étaient pleinement investis et voulaient vraiment apprendre. À la fin de la formation sur les feux de forêt, j'ai appris qu'ils sont les seuls membres aptes de cette communauté. Ce sont eux qui vont en prendre soin, et ce sont eux qui veulent aller lutter contre les feux lorsqu'ils s'y propagent. Il s'agit d'une communauté très rurale qui avait besoin de cette formation. J'ai écrit cet article parce que j'étais très touché.

Le président : À quoi ressemble cette capacité?

M. Nelson : La capacité varie considérablement d'une communauté à l'autre. Si le BC Wildfire Service sollicite des bénévoles pour aider à lutter contre les incendies dans leur collectivité, il y a désormais quatre personnes qui viendraient joindre leurs efforts aux siens. En ce qui concerne le renforcement de la capacité d'autres nations, celles-ci disposent déjà d'équipes pleinement établies qui sont autorisées à intervenir. Elles obtiennent des contrats par l'intermédiaire du BC Wildfire Service et sont en mesure de lutter contre les incendies sur leur territoire, mais, dans le cas de Skatin, ils avaient besoin d'un soutien supplémentaire, et ils sont désormais prêts à prendre soin de leur propre collectivité.

La sénatrice Martin : Merci de votre présence et merci pour le travail important que vous accomplissez pour diverses Premières Nations et vos collectivités, la communauté métisse. Je sais que vous avez déjà parlé un peu de votre travail. Puis-je vous demander, madame Joe, quelles sont les autres activités que la First Nations' Emergency Services Society of British Columbia a menées avec les Premières Nations au cours des dernières années? Vous avez parlé de l'approche à quatre piliers, et je pense que c'est très important.

Mme Joe : Oui. Notre approche aux quatre piliers nous permet d'intervenir dans les communautés avant même que l'on pense à la possibilité d'un incendie de forêt dans la région. Nous sommes alors en mesure de former les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes âgées à utiliser les tuyaux d'arrosage, à reconnaître les risques et à remplir les formulaires lors d'une évacuation.

Nous constatons que, comme l'a mentionné mon collègue, lorsqu'il y a évacuation, les membres de la communauté quittent précipitamment leur lieu de résidence. Ils ne sont absolument pas préparés. Lorsqu'ils arrivent au centre des opérations d'urgence, ils sont souvent confrontés à certaines formes de discrimination. Ils appréhendent de se rendre dans ces centres. Ils doivent ensuite remplir divers formulaires pour obtenir l'aide dont ils ont besoin.

Our staff — and we are only a staff of 55 that cover the whole province of B.C. — we try to send in probably two or three to go in and support the people who need this funding.

The other thing is with the recent community this past year, they left their reserve, and then the community members were put into three different cities about 100 miles apart. Some families were separated. It gets really scary. By doing these mitigation efforts, we can develop the capacity within the communities to address and be prepared for emergency situations.

Mr. Nelson: It's a great question. In terms of other things that we're doing, we talked about the four pillars. Preparedness is preparing the community for emergency management. That's training these people how to work in EOCs so when the EOCs set up, the nation is able to work with it. When their nation shows up to that EOC, they have a friendly, recognizable face from their community working there.

We do a lot of response, so we get structure protection people out. Then we move into mitigation, so we're training firefighters and teaching cultural and prescribed fires. How are we removing fuels around the nation? We have wildfire resiliency advisers. What does good forest look like? We have integrated fire management, so a lot of Seven Generations planning. How do we move forward in good ways with colonial systems as well as with Indigenous-led initiatives? We do a lot with FireSmart as well.

Senator Martin: Minister Merasty?

Mr. Merasty: Thank you, senator. With regard to building wildfire capacity, I have to echo that from a Métis and a northern Saskatchewan perspective, that we all have different realities, whether it's the north, central or southern part of Saskatchewan or this great country we live in. We all have different resources available to us, some more than others. We also have a different understanding of what that land is like, our environments.

In saying that, emergency management becomes more than food and shelter. Our reality is mental health and addiction plays a large role in our small, isolated northern communities, but even those rural and urban centres. In terms of displacement of our people to foreign places, the majority of our people don't leave our northern, rural communities so that displacement becomes foreign to them and fear plays a role. It also affects our cultural well-being because that connection to our land, our resources

Notre personnel, qui ne compte que 55 personnes pour couvrir l'ensemble de la province de la Colombie-Britannique, s'efforce d'envoyer deux ou trois personnes sur place pour soutenir ceux qui ont besoin de ce financement.

L'autre aspect concerne la communauté qui, au cours de l'année écoulée, a quitté sa réserve et dont les membres ont été répartis dans trois villes différentes situées à environ 160 kilomètres les unes des autres. Certaines familles ont été séparées. Cela peut faire très peur. En mettant en œuvre ces mesures d'atténuation, nous pouvons accroître la capacité des communautés à faire face aux situations d'urgence et à s'y préparer.

M. Nelson : C'est une excellente question. En ce qui concerne nos autres activités, nous avons évoqué les quatre piliers. La préparation consiste à préparer la communauté à la gestion des urgences. Il s'agit de former ces personnes à travailler dans les centres d'opérations d'urgence, les COU, afin que, lorsque ceux-ci sont mis en place, la nation soit en mesure de collaborer avec eux. Lorsque les représentants de leur nation se présentent à ce COU, ils y trouvent un visage familier et reconnaissable de leur communauté.

Nous intervenons fréquemment, ce qui nous amène à faire appel à des spécialistes de la protection des structures. Ensuite, nous passons à l'étape de l'atténuation, où nous formons les pompiers et enseignons les techniques de brûlage culturel et dirigé. Comment éliminons-nous les combustibles à travers le pays? Nous avons des conseillers en résilience aux feux de forêt. À quoi ressemble une forêt en bonne santé? Nous avons mis en place une gestion intégrée des incendies, ce qui suppose beaucoup de planification des sept générations. Comment progresser de manière appropriée avec les systèmes coloniaux, ainsi qu'avec les initiatives autochtones? Nous collaborons également beaucoup avec FireSmart.

La sénatrice Martin : Monsieur le ministre Merasty?

M. Merasty : Merci, sénatrice. En ce qui concerne le renforcement des capacités de lutte contre les incendies de forêt, je dois répéter que, du point de vue des Métis et du Nord de la Saskatchewan, nous avons tous des réalités différentes, que ce soit dans le Nord, le Centre ou le Sud de la Saskatchewan ou dans ce grand pays où nous vivons. Nous disposons tous de ressources différentes, certains plus que d'autres. Nous avons également une compréhension différente de ce à quoi ressemble cette terre, de nos environnements.

Cela dit, la gestion des urgences ne se limite pas à l'alimentation et à l'hébergement. Dans nos petites communautés nordiques isolées, mais aussi dans les centres ruraux et urbains, la santé mentale et la toxicomanie jouent un rôle important. En ce qui concerne le déplacement de nos populations vers des lieux étrangers, la majeure partie des habitants ne quittent pas nos communautés rurales nordiques, de sorte que le déplacement leur est étranger et que la peur joue un rôle. Cela affecte également

and the comfort in our homes, they all play a vital role to safety. Coming into an urban centre and being put in a hotel, which is like a small box, I can tell you, the institutional concept idea doesn't work for our people. Our people are free. We need to feel free and be part of the community, and evacuation concerns us for those reasons.

Security plays a vital role, not only in the places we are evacuated to because of all of the above, but also in our home communities for those who stay back, the violence and vandalism that takes place. Thank you.

Senator Muggli: Thank you. I have so many questions.

The Chair: You have five minutes.

Senator Muggli: Yes, thanks. Mr. Merasty, congratulations on the way you set up Batoche this summer. I was actually amazed. It was incredible to see that stood up, and it was the right response. I'm so very sorry that you were not resourced properly, that you had to take funds from other programs to be able to manage that.

My first question: Who needs to be at the table to fix that?

Mr. Merasty: Well, I say we can't do it alone. Our colleagues, our counterparts, we all have to be at the table. We all have a role to play. We have broken those barriers and started conversations with the provincial government, but also hoping to break those barriers and have conversations right here in Ottawa, on the Hill. We all play a role.

Richard Quintal, Chief Executive Officer, Métis Nation Saskatchewan: Senator, if I can elaborate, as our minister has mentioned, we are in communication with the province, but more so it's a relationship we have built over time with CIRNAC and the Indigenous Services Canada regional office. With CIRNAC and Indigenous Services Canada in Ottawa, there is no emergency management funding for the Métis Nation—Saskatchewan. Hearing our colleagues talk about a four-pillar approach and being prepared and able to work on preparedness, we are always behind the eight ball. For example, when the pandemic hit, last fire season, this fire season, it's always us reacting and trying to help where we can, so we aren't able to prepare. We are supporting citizens, whether we're dispatching equipment, such as sprinkler systems, hoses or air scrubbers to be able to provide support in the community, because sometimes our people stay back to fight and try to save their homes. In one community alone, Denare Beach, we lost over 200 homes. That affects not only our community, but it also affects our Métis

notre bien-être culturel, car le lien avec notre terre, nos ressources et le confort de nos foyers jouent tous un rôle essentiel dans notre sécurité. Arriver dans un centre urbain et être placé dans un hôtel, qui est comme une petite boîte, je peux vous dire que le concept institutionnel ne convient pas à notre peuple. Notre peuple est libre. Nous avons besoin de nous sentir libres et de faire partie de la communauté, et c'est pour ces raisons que l'évacuation est source de préoccupation pour nous.

La sécurité joue un rôle essentiel, non seulement dans les lieux où nous sommes évacués pour toutes les raisons susmentionnées, mais également dans nos communautés d'origine pour ceux qui restent sur place, en raison des actes de violence et de vandalisme qui s'y produisent. Merci.

La sénatrice Muggli : Je vous remercie. J'ai tant de questions à vous poser.

Le président : Vous disposez de cinq minutes.

La sénatrice Muggli : Oui, merci. Monsieur Merasty, je tiens à vous féliciter pour la manière dont vous avez organisé Batoche cet été. J'ai été très impressionnée. C'était incroyable de voir cela se mettre en place, et c'était la bonne réponse. Je suis vraiment désolée que vous n'ayez pas disposé des ressources nécessaires et que vous ayez dû puiser dans les fonds d'autres programmes pour y parvenir.

Ma première question : qui doit être présent à la table de négociation pour régler ce problème?

Mr. Merasty : Je dirais que nous ne pouvons pas y arriver seuls. Nos collègues, nos homologues, nous devons tous participer. Nous avons tous un rôle à jouer. Nous avons surmonté ces obstacles et entamé des discussions avec le gouvernement provincial, mais nous espérons également surmonter ces obstacles et engager des discussions ici même à Ottawa, sur la Colline. Nous avons tous un rôle à jouer.

Richard Quintal, chef de la direction, Métis Nation-Saskatchewan : Sénatrice, si je peux apporter des précisions, comme notre ministre l'a mentionné, nous sommes en communication avec la province, mais il s'agit surtout d'une relation que nous avons établie au fil du temps avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, RCAANC, et le bureau régional de Services aux Autochtones Canada, SAC. RCAANC et SAC à Ottawa ne prévoient aucun financement pour la gestion des urgences pour la Nation métisse de la Saskatchewan. Lorsque nous entendons nos collègues parler d'une approche à quatre piliers et de la nécessité d'être préparés et capables de travailler à la préparation, nous sommes toujours à la traîne. Par exemple, quand la pandémie a frappé, lors de la dernière saison des incendies, lors de cette saison des incendies, c'est toujours nous qui réagissons et essayons d'aider là où nous le pouvons, de sorte que nous ne sommes pas en mesure de nous préparer. Nous soutenons les citoyens, que ce soit en envoyant du matériel, comme des systèmes d'arrosage, des tuyaux ou des

government because we're all related. We all know each other, so it's really tough.

We are working with Indigenous Services, trying to find a way to ensure that when we talk about emergency management — and with Public Safety Canada — that the Métis Nation is at the table and a part of that discussion. In Saskatchewan alone, we represent 80,000 Métis citizens. That's one tenth of the population of Saskatchewan.

Senator Muggli: Mr. Beaudin, do you have a response?

Mr. Beaudin: Yes, I do. In terms of our MMF emergency response activities, we created and established an MMF reception centre and donation centres. Our emergency housing accommodations were in place within 72 hours. The response across all our regions was the same. We had donation management and volunteer coordination, people working around the clock, answering phones and working with Elders. Our employees were deployed across our nation.

In terms of mental wellness supports, we were calling Elders and everyone that we had in our hotels and our housing. We made sure that they were healthy. We also put together health supports for the pharmacies, those who needed pharmaceuticals that they couldn't bring with them when they were displaced by fire.

Senator Muggli: If I could interrupt for one second, I just want to check. Are you taking resources out of your existing programs as well to be able to fund these responses?

Mr. Beaudin: Everybody pitched in, including ministers. They were going out of pocket on credit cards. I went on a shopping trip with \$3,200 and that was all, just immediate hydration and fluids. The lineups on the highways were so long, bumper-to-bumper, and in Manitoba, there are only two or three direct highways coming south, so gas stations were full. People were running with cans, and we were trying to get our people up in place. We went out of pocket over \$3 million on small evacuations.

Senator Muggli: Thank you.

Senator McBean: Thank you. Wow, thank you for sharing this. I think this is going to be one of those committee meetings we're going to be talking about for a long time.

filtres à air, pour aider la communauté, car, parfois, nos concitoyens restent sur place pour lutter et tenter de sauver leurs maisons. Dans une seule communauté, Denare Beach, nous avons perdu plus de 200 habitations. Cela affecte non seulement notre communauté, mais aussi notre gouvernement métis, car nous sommes tous liés. Nous nous connaissons tous, ce qui rend la situation particulièrement éprouvante.

Nous collaborons avec Services aux Autochtones Canada pour trouver un moyen de garantir que, lorsque nous parlons de gestion des urgences — et avec Sécurité publique Canada —, la nation métisse soit présente à la table et participe au débat. Rien qu'en Saskatchewan, nous représentons 80 000 citoyens métis, soit un dixième de la population de la province.

La sénatrice Muggli : Monsieur Beaudin, avez-vous une réponse?

M. Beaudin : Oui. En ce qui concerne nos activités d'intervention d'urgence, à la Fédération des Métis du Manitoba, nous avons créé et mis en place un centre d'accueil et des centres de dons. Nos logements d'urgence ont été mis en place dans les 72 heures. La réponse a été la même dans toutes nos régions. Nous avons géré les dons et coordonné les bénévoles, les gens ayant travaillé sans relâche, répondant au téléphone et collaborant avec les aînés. Nos employés ont été déployés dans tout le pays.

Quant au soutien en matière de santé mentale, nous avons appelé les aînés et toutes les personnes qui se trouvaient dans nos hôtels et nos logements. Nous nous sommes assurés qu'ils étaient en bonne santé. Nous avons également mis en place un soutien pharmaceutique, pour ceux qui avaient besoin de médicaments qu'ils n'avaient pas pu emporter avec eux lorsqu'ils ont été déplacés par l'incendie.

La sénatrice Muggli : Si je peux me permettre de vous interrompre un instant, j'aimerais simplement vérifier quelque chose. Utilisez-vous également des ressources provenant de vos programmes existants pour financer ces mesures?

M. Beaudin : Tout le monde a contribué, y compris les ministres. Ils ont utilisé leurs cartes de crédit personnelles. Je suis allé faire des achats avec 3 200 \$, et c'était tout, uniquement pour l'hydratation immédiate et les liquides. Les queues sur les autoroutes étaient interminables, un embouteillage monstrueux, et au Manitoba, il n'y a que deux ou trois autoroutes directes vers le sud, donc les stations-service étaient pleines. Les gens couraient avec des bidons, et nous essayions de placer nos gens. Nous avons dépensé plus de 3 millions de dollars de notre poche pour de petites évacuations.

La sénatrice Muggli : Merci.

La sénatrice McBean : Merci. Je vous remercie sincèrement de nous avoir fait part de ces informations. Je pense que cette réunion du comité restera longtemps dans les mémoires.

I would like to thank all five of you for sharing your exceptional and impressive expertise here. Please know we're hearing you. It's a very short amount of time, but we're hearing you.

It's not the first time that we've heard a call to rely on, to empower, to listen to and to use Indigenous firefighters and communities for how to manage things in a good way. Typically, we're just listening over and over again.

I want to ask a little bit about the jurisdictional complexities that you have been mentioning. Minister Merasty, I'll get back to you in a second. I will start with Ms. Joe and Mr. Nelson.

If you look at the jurisdictional complexities among the federal, provincial and Indigenous governments, what are the biggest challenges that communities in B.C. that FNESS works with face when preparing for and responding to firefighters? How is FNESS working to manage these jurisdictional, we'll call them, complexities?

Ms. Joe: We are definitely facing a number of complexities. Whenever a wildfire takes place in a community, it takes anywhere between sometimes 24 to 36 hours for a phone call from the community to be brought to Indigenous Services Canada or to the province, and then it has to go through their paperwork. Then it gets to us, where we finally get a task number — sometimes 36 to 40 hours after the fire started — and then we can send people out to the community to help. Fires can spread pretty quickly in these dry conditions that we're having in all parts of B.C., and those tax numbers have an expiration of a certain time frame. You have to keep all the paperwork up to date and the communities up to date, and sometimes we're finding that there is a disjoint in the communication among the communities, the province and the feds.

We had a situation last year where the province was certain that they needed to send heavy-duty equipment through certain parts of the First Nations community — in fact, over a cemetery — and they said that they were right, and the First Nations were wrong. We sided with the First Nations, and we had to spend hours arguing with the province just to get the equipment to take a different route to fight the fire.

We have had a lot of people coming to us saying it shouldn't be this hard. We should be able to have people on the ground sooner rather than later. They are absolutely right, but because we have to go through these forms, these barriers, it's hard. That's just from our perspective. I couldn't imagine what it's

Je vous remercie tous les cinq d'avoir partagé ici votre connaissance exceptionnelle et impressionnante. Sachez que nous vous entendons. Le temps est très court, mais nous vous entendons.

Ce n'est pas la première fois que nous entendons un appel à faire confiance aux pompiers et aux communautés autochtones, à leur donner les moyens d'agir, à les écouter et à faire appel à eux pour gérer les choses de manière appropriée. En général, nous nous contentons d'écouter, encore et encore.

J'aimerais poser quelques questions concernant les complexités relatives aux compétences que vous avez mentionnées. Monsieur le ministre Merasty, je vous reviens dans un instant. Je commencerai par Mme Joe et M. Nelson.

Si l'on considère la complexité du partage des compétences entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les gouvernements autochtones, quels sont les principaux défis auxquels sont confrontées les collectivités de la Colombie-Britannique avec lesquelles travaille la First Nations' Emergency Services Society of British Columbia lorsque celle-ci se prépare à intervenir en cas d'incendie et y répond? Comment la FNESS s'y prend-elle pour gérer ces complexités, si l'on peut les appeler ainsi, du partage des compétences?

Mme Joe : Nous faisons face à un certain nombre de complexités. Lorsqu'un incendie de forêt se déclare dans une collectivité, il faut parfois entre 24 et 36 heures pour qu'un appel téléphonique de la collectivité soit transmis à Services aux Autochtones Canada ou à la province, puis il doit passer par toutes les étapes administratives. Ensuite, il nous parvient, et nous obtenons enfin un numéro de tâche — parfois 36 à 40 heures après le début de l'incendie —, et nous pouvons alors envoyer des personnes dans la collectivité pour lui venir en aide. Les incendies se propagent très rapidement dans les conditions de sécheresse qui règnent actuellement dans toute la Colombie-Britannique, et ces numéros de taxe ont une durée de validité limitée. Il faut tenir à jour toute la paperasserie et informer les collectivités, et nous constatons parfois un manque de communication entre les collectivités, la province et le gouvernement fédéral.

L'année dernière, nous avons eu une situation où la province était convaincue qu'elle devait envoyer des équipements lourds dans certaines parties de la communauté des Premières Nations — en fait, par-dessus un cimetière —, et elle affirmait avoir raison et que les Premières Nations avaient tort. Nous avons pris le parti des Premières Nations et avons dû passer des heures à discuter avec la province pour que les équipements empruntent un autre itinéraire pour lutter contre l'incendie.

De nombreuses personnes nous disent que cela ne devrait pas être aussi difficile. Nous devrions pouvoir envoyer des gens sur le terrain le plus rapidement possible. Elles ont tout à fait raison, mais comme nous devons remplir ces formulaires et surmonter ces obstacles, c'est difficile. C'est notre point de vue. Je ne peux

like as a First Nations member having to face those emergency situations.

Mr. Nelson: Some of the biggest challenges are the wording used for responding to a wildfire. Even if we're looking to respond, we have the trailers ready, we know the fire is coming. We can't get funding a lot of the time because some of the wording says, "imminent." If the fire is not imminent, we can't roll up and go. Sometimes we're banking, hoping we will get funding but we're sending out our crews anyway. Communities are responding anyway because they all know that fire is going to be there in three, four days. Even two weeks out, we can plan for it, but because that fire is not imminent, nobody can respond until it's already at the door.

Senator McBean: When I get my second round question, it will be a follow-up to that asking how you would fix that. I don't have time for that.

Minister Merasty, you were talking about jurisdictional difficulties, and with the Métis Nation—Saskatchewan you mentioned it as a jurisdictional gap.

How can the federal and provincial governments, recognizing this jurisdictional gap, better recognize and fund Métis-led approaches to wildfire preparedness and community resilience? Sometimes say it out loud to put it on the record kind of thing, why is it that gap for Métis Nation—Saskatchewan?

Mr. Merasty: A lot of times if you look at our communities, we are left out and forgotten in these scenarios; for example, this past summer, our Métis Nation Saskatchewan had to declare a state of emergency to get any type of attention for our communities that were abandoned with a lack of resources. For our cabin owners, to some or many, a cabin is a place of a weekend retreat or summer gathering place. For a lot of our people, it's a place of home, a place of gathering and livelihood, and some were fending that off with no resources, from water-pump kits to hoses. We had to use buckets and shovels, alone in most cases. Those are our realities.

The Métis nation did step up and alter moving funds around internally to access water-pump kits and so on, to support those cabin owners and our realities to fend off these fires. But people in communities were left fighting and finding spaces. They had to run to the graveyard for a clear spot of air because of thick, heavy smoke. Funding would solve that problem.

pas imaginer ce que cela représente pour un membre des Premières Nations de devoir faire face à ces situations d'urgence.

M. Nelson : L'un des principaux défis réside dans la formulation utilisée pour répondre à un incendie de forêt. Même si nous sommes prêts à intervenir, que les remorques sont prêtes et que nous savons que le feu approche, souvent, nous ne pouvons pas obtenir de financement si certains termes tels que « imminent » ne sont pas utilisés. Si l'incendie n'est pas imminent, nous ne pouvons pas nous déployer. Parfois, nous attendons, dans l'espoir d'obtenir un financement, mais nous envoyons quand même nos équipes. Les collectivités réagissent de toute façon, car elles savent toutes que l'incendie sera là dans trois ou quatre jours. Même deux semaines à l'avance, nous pouvons nous y préparer, mais comme l'incendie n'est pas imminent, personne ne peut intervenir avant qu'il ne soit déjà à nos portes.

La sénatrice McBean : Au deuxième tour de questions, je vous demanderai comment vous comptez remédier à cela. Je n'ai pas le temps maintenant.

Monsieur Merasty, vous avez mentionné les problèmes de compétence, et dans le cas de la nation métisse de la Saskatchewan, vous avez parlé d'un vide sur le plan des compétences.

Comment le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, conscients de ce vide sur le plan des compétences, peuvent-ils mieux reconnaître et financer les mesures adoptées par les Métis pour la préparation aux incendies de forêt et la résilience communautaire? Parfois, il est important de dire les choses à haute voix pour que cela soit consigné dans le compte rendu. Pourquoi existe-t-il un tel vide pour la nation métisse de la Saskatchewan?

M. Merasty : Souvent, lorsque l'on observe nos collectivités, on constate que nous sommes laissés pour compte et oubliés dans ces scénarios. Par exemple, l'été dernier, notre nation métisse de Saskatchewan a dû déclarer l'état d'urgence afin d'attirer l'attention sur nos collectivités qui avaient été abandonnées et manquaient de ressources. Pour certains ou pour beaucoup de propriétaires de chalets, un chalet est un lieu de retraite pour le week-end ou un lieu de rassemblement estival. Pour beaucoup de nos gens, c'est un lieu de vie, un lieu de rassemblement et de subsistance, et certains devaient se débrouiller sans ressources, des trousse de pompes à eau aux tuyaux d'arrosage. Nous devions utiliser des seaux et des pelles, seuls dans la plupart des cas. Telle est notre réalité.

La nation métisse a pris des mesures et a réorganisé ses fonds internes pour obtenir des trousse de pompes à eau, entre autres, afin d'aider les propriétaires de chalets et de nous permettre de lutter contre ces incendies. Cependant, les membres des collectivités ont dû se débrouiller seuls pour trouver des espaces où se réfugier. Ils ont dû se rendre au cimetière pour respirer un

Mr. Quintal: The jurisdictional gap is First Nations firefighting is being supported through the Red Cross. The rest of the province is through the Saskatchewan Public Safety Agency. In the North, all those communities are Métis, generally next to First Nations, our families are intertwined. First Nations members living off reserve, and living in our communities are Métis citizens; they go through SPSA. We have the structure, like we did during the pandemic, to be able to support our citizens. Keep in mind that our people across the province speak five different languages, so to be able to be served in your language to ensure our cultures and traditions are adhered to when we take care of our Elders and citizens is really important, especially during a time of duress.

Senator Oudar: Thank you for being here. I read a lot of things about your organization, Francyne Joe, First Nations' Emergency Service Society of B.C.. You described your organization like a model with a lot of excellent communication between your communities and the three levels of government; municipal, provincial, and federal.

What is the reason why this organization doesn't exist in another province or territory?

Ms. Joe: That's an excellent question. We've been asked by many First Nation groups, especially this past summer, why we don't have a FNESS in every province or territory. There are similar organizations in the Yukon, Ontario and Quebec, but we've been running our services for 40 years. We celebrate actually 40 years next year.

We would like to provide other provinces and territories with our model, and we can support the training with other territories, but as a non-profit, we don't have the funding to do that right now. A lot of our funding is project-based, so most of our funding will end this fiscal year. If we're lucky with the budget, we'll know this fall if we're going to get any further funding.

In the past, we have applied for project funding that should have started April 1, which is still too late to be doing recruitment and training of our communities. Sometimes we don't get it until June or July, so we need to make an actual plan across the country, working with the national bodies and sharing information. That's what we are currently doing. We are working with the BC Cattleman's Association, the Indigenous Tourism Association of Canada, and Thompson Rivers University. We are looking at partnerships to try and develop a clean model that can

peu d'air frais en raison de la fumée épaisse et dense. Un financement permettrait de résoudre ce problème.

M. Quintal : Le vide sur le plan des compétences est que les pompiers des Premières Nations sont soutenus par la Croix-Rouge, tandis que le reste de la province est soutenu par l'agence de sécurité publique de la Saskatchewan, la SPSA. Dans le Nord, toutes ces collectivités sont métisses, généralement voisines des Premières Nations, et nos familles sont étroitement liées. Les membres des Premières Nations qui vivent hors réserve et dans nos collectivités sont des citoyens métis; ils passent par la SPSA. Nous disposons de la structure nécessaire, comme nous l'avons fait pendant la pandémie, pour pouvoir soutenir nos citoyens. N'oubliez pas que nos populations dans toute la province parlent cinq langues différentes. Il est donc essentiel de pouvoir être servi dans sa langue afin de garantir le respect de nos cultures et de nos traditions lorsque nous prenons soin de nos aînés et de nos citoyens, en particulier en période de crise.

La sénatrice Oudar : Je vous remercie de votre présence. J'ai lu de nombreux articles sur votre organisation, Francyne Joe, la First Nations' Emergency Service Society de la Colombie-Britannique. Vous avez décrit votre organisation comme un modèle d'excellente communication entre vos collectivités et les trois ordres de gouvernement : municipal, provincial et fédéral.

Pour quelle raison cette organisation n'est-elle pas présente dans une autre province ou un autre territoire?

Mme Joe : C'est une excellente question. De nombreux groupes des Premières Nations nous ont demandé, en particulier cet été, pourquoi nous n'avions pas de First Nations' Emergency Service Society dans chaque province ou territoire. Il y a des organisations semblables au Yukon, en Ontario et au Québec, mais nous offrons nos services depuis 40 ans. Nous célébrerons d'ailleurs notre 40^e anniversaire l'année prochaine.

Nous aimerais proposer notre modèle à d'autres provinces et territoires, et nous pourrions soutenir la formation dans d'autres territoires, mais en tant qu'organisme à but non lucratif, nous ne disposons pas à l'heure actuelle des fonds requis pour le faire. Une grande partie de notre financement est lié à des projets, de sorte que la plupart de nos fonds prendront fin au cours de l'exercice actuel. Si nous avons la chance d'obtenir le budget nécessaire, nous saurons cet automne si nous allons bénéficier d'un financement supplémentaire.

Par le passé, nous avons demandé un financement pour un projet qui aurait dû débuter le 1^{er} avril, ce qui est encore trop tard pour procéder au recrutement et à la formation de nos populations. Parfois, nous ne l'obtenons qu'en juin ou juillet, nous devons donc élaborer un plan concret à l'échelle nationale, en collaboration avec les organismes nationaux et en partageant les informations. C'est ce que nous faisons actuellement. Nous collaborons avec la BC Cattleman's Association, l'Association du tourisme autochtone du Canada et l'Université Thompson

be shared, and not just in Canada, but with other Indigenous groups across the world.

Senator Robinson: Minister Beaudin, you had talked about ag producers in your territories having difficulty accessing any kind of support programs. I think you mentioned that you need to have knowledge and resources to apply to these support programs.

I'm familiar with the business risk management program that exists for producers in my home province of Prince Edward Island. Are producers in your nations, are they able to access BRM programs, do you know?

Mr. Beaudin: Yes, currently we have a three-year extension on the Sustainable Canadian Agricultural Partnership, and our farmers and ranchers are accessing the dollars — up to \$100,000 a year — for the cover crops, rotational grazing and that sort of thing. There are three programs there.

They've been accessing. It has been successful; however, the wildfires are a different animal altogether. We need to reach out.

Senator Robinson: I was going to ask in particular, thinking about AgriRecovery, and how AgriRecovery is there to help after a natural disaster. I know it's always a little complex in provincial situations, because in order to trigger AgriRecovery, you have to have the province more or less pull the trigger with the feds. What is your experience with that?

Mr. Beaudin: Right now with Manitoba, our relationship is — I'll just say it's fifty-fifty. Sometimes we were supported, and sometimes we're not. Sometimes it's our fault, sometimes it's theirs when it comes to proposals.

At the end of the day, it's how do we get producers to come to us and work together with the MMF, and the province's agricultural department so that we can look at programs that benefit everybody?

Senator Robinson: For programming, I'm thinking in particular of Shaun Soonias works with Farm Credit Canada. Is there any programming to help build that understanding, or any program literacy of what is available to your producers? How do you address that?

Rivers. Nous recherchons des partenariats afin d'essayer de développer un modèle propre qui pourrait être partagé, non seulement au Canada, mais aussi avec d'autres groupes autochtones dans le monde.

La sénatrice Robinson : Monsieur Beaudin, vous avez mentionné que les producteurs agricoles de vos territoires éprouvent des difficultés à accéder à tout type de programme de soutien. Je crois que vous avez indiqué qu'il est nécessaire de disposer de connaissances et de ressources pour pouvoir accéder à ces programmes de soutien.

Je connais bien le programme de gestion des risques de l'entreprise qui existe pour les producteurs de ma province natale, l'Île-du-Prince-Édouard. Savez-vous si les producteurs de votre nation ont accès à des programmes de gestion des risques de l'entreprise?

M. Beaudin : Oui, actuellement, nous avons obtenu une prolongation de trois ans du Partenariat canadien pour une agriculture durable, et nos agriculteurs et éleveurs ont accès à des fonds, pouvant atteindre 100 000 \$ par an, pour les cultures de couverture, le pâturage tournant et ce genre de choses. Il y a trois programmes dans ce cadre.

Ils ont accédé à des programmes. Cela a été couronné de succès; cependant, les incendies de forêt constituent un tout autre problème. Nous devons obtenir de l'aide.

La sénatrice Robinson : Je voulais notamment vous poser une question au sujet du programme Agri-relance, et de la manière dont il intervient après une catastrophe naturelle. Je sais que la situation est toujours un peu complexe à l'échelle provinciale, car pour déclencher le programme Agri-relance, il faut que la province fasse plus ou moins appel au gouvernement fédéral. Quelle est votre expérience à cet égard?

M. Beaudin : À l'heure actuelle, notre relation avec le Manitoba est, je dirais, mitigée. Parfois, nous recevons leur soutien, et parfois non. Parfois, c'est de notre faute, parfois c'est la leur, en ce qui concerne les propositions.

En fin de compte, comment pouvons-nous inciter les producteurs à se rapprocher de nous et à collaborer avec la Fédération des Métis du Manitoba et le ministère de l'Agriculture de la province afin d'examiner des programmes qui profitent à tous?

La sénatrice Robinson : Pour les programmes, je pense notamment aux travaux de Shaun Soonias avec Financement agricole Canada. Existe-t-il des programmes visant à favoriser cette compréhension ou à informer vos producteurs sur les programmes disponibles? Comment abordez-vous cette question?

Senator McBean was talking about jurisdictional complexities, and it is almost like that in this situation. What is there to help your people build the knowledge they need to be able to access and be enrolled in these programs so that when it does come around, they're not having to respond, but maybe they're already in the program?

Mr. Beaudin: This needs to start right at the grassroots level and involve their Métis government, the MMF. We don't have a fully supported agricultural portfolio, we're all on project funding. Like the other person said, once that funding is gone, they're just writing proposals hoping they get more dollars. So without long-term, sustainable funding, we can't even plan properly. We can't pull a strategic plan together with our farmers and ranchers.

I think where it starts is a good, solid department that can then start to reach out with the rest of the farmers and ranchers. Even if it's across jurisdictional boundaries, this is not a one-stop person to pull this together. This is the province, this is the feds, this is the municipalities. We need to come together and look at what is best.

The Chair: Thank you.

Mr. Merasty: Thank you, Mr. Chair, I wanted to speak to some of that too, in Saskatchewan. Thank you to our colleagues in Manitoba.

Again, there were 2.78 million hectares destroyed in Saskatchewan; ninety per cent of N-14 fur block burned, and 110,000 hectares were destroyed in Denare Beach. This takes away from our food sovereignty as Métis and First Nations Peoples and the traditional medicines that we gather seasonally throughout the years. The devastation to the old-growth forests takes away our woodland caribou and then big game, such as moose, that our people live off of. More importantly, the wild rice harvesters are left abandoned with nowhere to turn and no resources to access to subsidize their losses.

Thank you.

Senator Robinson: There has been news recently on wild rice and the implications of climate change on the ability to produce it.

Mr. Merasty: We are seeing some impacts of climate change in our wild rice. I know a couple of years back, our wild rice harvesters were unable to harvest due to the worms, and that's because of climate change and the heat and different things.

La sénatrice McBean évoquait les complexités relatives aux compétences, et c'est presque la même chose dans cette situation. Quels sont les moyens disponibles pour aider vos concitoyens à acquérir les connaissances nécessaires pour pouvoir accéder à ces programmes et s'y inscrire, de sorte que lorsque le moment viendra, ils n'auront pas à réagir, mais seront peut-être déjà inscrits au programme?

M. Beaudin : Il est nécessaire de commencer directement à l'échelle locale et de faire participer le gouvernement métis, la Fédération des Métis du Manitoba. Nous ne disposons pas d'un portefeuille agricole entièrement financé, nous dépendons tous du financement de projets. Comme l'a mentionné l'intervenant précédent, une fois ce financement épousé, nous nous retrouvons à rédiger des propositions dans l'espoir d'obtenir davantage de fonds. Sans financement durable à long terme, nous ne pouvons même pas planifier correctement. Nous ne pouvons pas élaborer de plan stratégique avec nos agriculteurs et nos éleveurs.

Je pense que le point de départ est un ministère solide et efficace, capable de collaborer avec les autres agriculteurs et éleveurs. Même si cela signifie dépasser les frontières des compétences, ce n'est pas une personne seule qui peut accomplir cette tâche. Cela concerne la province, le gouvernement fédéral et les municipalités. Nous devons nous réunir et trouver la meilleure solution.

Le président : Merci.

M. Merasty : Merci, monsieur le président, je souhaitais également aborder ce sujet, en Saskatchewan. Je remercie nos collègues du Manitoba.

Une fois de plus, 2,78 millions d'hectares ont été détruits en Saskatchewan; 90 % du secteur de piégeage N-14 a brûlé et 110 000 hectares ont été détruits à Denare Beach. Cela compromet notre souveraineté alimentaire en tant que Métis et Premières Nations, ainsi que l'accès aux plantes médicinales traditionnelles que nous récoltons chaque saison tout au long de l'année. La dévastation des forêts anciennes nous prive de nos caribous des bois, puis du gros gibier, comme l'orignal, dont notre peuple dépend pour sa subsistance. Pire encore, les récolteurs de riz sauvage se retrouvent abandonnés, sans recours et sans ressources pour compenser leurs pertes.

Merci.

La sénatrice Robinson : Il y a eu récemment des informations concernant le riz sauvage et les répercussions du changement climatique sur sa production.

M. Merasty : Nous constatons certains effets du changement climatique sur notre riz sauvage. Je sais qu'il y a quelques années, nos récoltants de riz sauvage n'ont pas pu récolter à cause des vers, et cela est dû au changement climatique, à la chaleur et à d'autres facteurs.

It is the same thing this year. It is not as great as last year, but it is there. It's an impact taking away from their livelihoods, but more importantly, the water levels are decreasing, and the bacteria we're seeing on the lakes is something new to us and unheard of.

Senator Varone: My question is for the First Nations' Emergency Services Society, or FNESS, and I am going to go about it in a kind of backwards way. I'm the rookie senator here, and I probably have the most to learn in terms of agriculture —

Senator Robinson: We were sworn in the same day.

Senator Varone: Yes, but you've been in agriculture your whole life. I've been taking agricultural land and building houses on it.

But I've learned this one truth, and it's an incontrovertible truth: The cost of climate resilience is substantial, but the cost of doing nothing is monumental.

When you're faced with governments that pretty much operate their budgets on zero-sum games — more money that goes one place and less money somewhere else — in your four pillars of resilience, where do you start?

If the government came to you and said, "You get X," how do you build that resilience within First Nations?

Ms. Joe: We've been spending a number of years working with, probably, 90% of the First Nations communities in British Columbia, so we already have a really good relationship with the First Nations who already know where their gaps are. We bring them together, and we see how we can develop partnerships between First Nations.

As Mr. Nelson mentioned, sometimes when we do this training, there are only four or five people from a First Nation who can participate, so we need to ensure that First Nations are working together, so that when a fire might take place, they can work together and put the fire out.

But it's the mitigation area where we start working on communities before a fire takes place, emergency management plans, AI technology to direct those emergency management plans, drones to do the mapping and training the people, so they know exactly who is doing what and in which role.

We did mitigation activities with one of the First Nations in the Fraser Canyon just north of Lytton, which is always having fires, and the fire went around the community. It didn't affect the community. No lives were lost. No buildings were lost. It was a

Le problème se pose également cette année. Il n'est pas aussi grave que l'année dernière, mais il est bien présent. Cela a un impact sur leurs moyens de subsistance, mais surtout, le niveau des eaux diminue et les bactéries que nous voyons apparaître dans les lacs sont nouvelles et inconnues pour nous.

Le sénateur Varone : Ma question s'adresse à la First Nations' Emergency Services Society, et je vais l'aborder de manière quelque peu différente. Je suis le sénateur le plus récent ici, et j'ai probablement le plus à apprendre en matière d'agriculture...

La sénatrice Robinson : Nous avons prêté serment le même jour.

Le sénateur Varone : Oui, mais vous avez passé toute votre vie dans l'agriculture. Moi, j'ai pris des terres agricoles et j'y ai construit des maisons.

Mais j'ai appris une vérité incontestable : le coût de la résilience climatique est considérable, mais le coût de l'inaction est monumental.

Lorsque vous êtes confronté à des gouvernements qui gèrent leurs budgets selon le principe du jeu à somme nulle — plus d'argent ici, moins d'argent là —, par où commencez-vous, pour vos quatre piliers de résilience?

Si le gouvernement vous disait : « Vous recevrez X », comment renforceriez-vous cette résilience au sein des Premières Nations?

Mme Joe : Nous travaillons depuis plusieurs années avec environ 90 % des collectivités des Premières Nations de la Colombie-Britannique, ce qui nous a permis d'établir de solides relations avec elles, et elles connaissent déjà leurs lacunes. Nous les réunissons et nous voyons comment établir des partenariats entre elles.

Comme M. Nelson l'a mentionné, parfois, seules quatre ou cinq membres d'une Première Nation peuvent participer à la formation que nous offrons. Nous devons donc nous assurer que les Premières Nations travaillent ensemble afin qu'en cas d'incendie, elles puissent collaborer pour l'éteindre.

Cependant, en ce qui a trait à la réduction des risques, nous entamons des collaborations avec les collectivités avant même qu'un incendie ne se déclare. Nous mettons en place des plans de gestion des situations d'urgence, en utilisant l'intelligence artificielle pour orienter ces plans, des drones pour cartographier les lieux et de la formation pour que les intervenants sachent clairement qui fait quoi et dans quel rôle.

Nous avons mené des activités d'atténuation avec l'une des Premières Nations du canyon du Fraser, juste au nord de Lytton, qui est régulièrement touchée par des incendies. Le feu a contourné la collectivité, mais elle n'a pas été touchée. Il n'y a

complete success, so if we could be putting funding into those areas, we would see far more successes for communities.

Senator Varone: You have that itemized based on a percentage of what per cent goes into mitigation, what per cent goes into preparedness and what per cent goes into — ?

Mr. Nelson: To continue on that whole topic, at FNESS, we work with the four pillars that we talked about, and it's a nation-to-nation start. We have to start with a nation and ask, "What do you guys need," type of thing, and we have multiple specialists throughout all the different pillars.

If they need preparedness, if they need to ready their response team, if they need the mitigation or if they need recovery, we're going to start where they're at type of thing. We're not showing the nations that they have to do it. We're asking them and walking with them, "How do we get where you guys want to be?"

Senator Varone: Thank you.

Ms. Joe: One other point: In the past few years, we have provided over 150 wildfire training sessions, and we have trained almost 2,000 people in firefighting. However, you have so many people moving —

Senator Varone: Who is the funder?

Ms. Joe: That was with federal funds. For those funds, they were project and provincial. They were project specific.

Now, what happens, though, is that people move out of the community, and also the age of a lot of our firefighters is higher. They are 55 plus, so they don't have the mobility to be fighting fires.

Senator Varone: The training which you're suggesting needs to be continuous.

Ms. Joe: Exactly. We have to roll over that training on a regular basis, and maps have to be updated. Especially after the atmospheric flood that took place in B.C., I know that on my reserve, we lost a lot of property, and that changed the mapping. We need to ensure we have the input as to what drought situations are. There is a lot we need to continually do, but because we don't have a regular annual budget, we just try to do the best that we can.

Senator McNair: Mr. Merasty, the starting point on moving forward, as you indicated, is ensuring there is stable emergency management funding in place.

pas eu de victime. Aucun immeuble n'a été détruit. Ce fut un succès total. Si nous pouvions investir dans ces régions, nous obtiendrions beaucoup plus de succès pour les collectivités.

Le sénateur Varone : Avez-vous détaillé cela en fonction du pourcentage consacré à l'atténuation, du pourcentage consacré à la protection civile et du pourcentage consacré à...?

M. Nelson : Pour poursuivre sur ce sujet, à la FNESS, nous travaillons avec les quatre piliers dont nous avons parlé, et nous passons d'une nation à une autre. Nous devons commencer par une nation et lui demander : « De quoi avez-vous besoin? », et nous avons plusieurs spécialistes dans tous les différents piliers.

S'ils ont besoin de protection civile, s'ils doivent former leur équipe d'intervention, s'ils ont besoin d'atténuer les risques ou d'une aide au rétablissement, nous allons commencer là où ils en sont. Nous ne montrons pas aux nations ce qu'elles doivent faire. Nous leur demandons : « Comment pouvons-nous vous aider à atteindre vos objectifs », et nous les accompagnons.

Le sénateur Varone : Merci.

Mme Joe : Un autre point : ces dernières années, nous avons organisé plus de 150 séances de formation sur les feux de forêt et formé près de 2 000 personnes à la lutte contre les incendies. Cependant, tellement de personnes déménagent...

Le sénateur Varone : Qui finance ces formations?

Mme Joe : Il s'agissait de fonds fédéraux. Ces fonds étaient destinés à des projets et à la province. Ils étaient affectés à des projets.

Par contre, aujourd'hui, les gens quittent la collectivité et bon nombre de nos pompiers sont plus âgés. Ils ont plus de 55 ans et n'ont donc pas la mobilité nécessaire pour lutter contre les incendies.

Le sénateur Varone : La formation que vous offrez doit être continue.

Mme Joe : Exactement. Nous devons renouveler cette formation régulièrement et les cartes doivent être mises à jour. Surtout après les rivières atmosphériques survenues en Colombie-Britannique, je sais que, dans ma réserve, nous avons perdu beaucoup de terrain, ce qui a modifié la cartographie. Nous devons nous assurer de disposer de données sur les situations de sécheresse. Nous avons beaucoup à faire en permanence, mais comme nous ne disposons pas d'un budget annuel régulier, nous essayons simplement de faire de notre mieux.

Le sénateur McNair : Monsieur Merasty, vous avez dit que, comme point de départ, il faut garantir un financement stable pour la gestion des urgences.

I want to take a moment and mirror what Senator Muggli said: Congratulations on doing what you had to do to protect the Métis Nation and your province, because the jurisdictional silliness that goes on at the time, sending people 500 kilometres down the road and then not letting them have a place to stay, it's mind-boggling.

I wanted to say one other thing to Mr. Nelson. Thank you for reminding us about the obvious, but you said displaced peoples are suffering, and we have to remember that it continues long beyond the fire season ending.

Anyway, I'll leave it at that. There may be a moment for somebody else to ask a question.

Senator Martin: Very quickly, I have a sort of follow-up to what Senator McBean asked.

Knowing that there are these gaps, the interjurisdictional issues and gaps and complexities, are there specific agreements that you would like in place before next spring? Are there things in progress that you're working on?

Ms. Joe: Yes, we are working with the — there are so many acronyms — the Canadian Interagency Forest Fire Centre, or CIFFC. We are also working with the National Indigenous Fire Safety Council, but we need to see more of this collaboration between each province and each territory. We have different expertise.

For us, I have had the approval from my board of directors to expand some of our work as much as possible with our Métis and Inuit counterparts, not just in B.C. but across the country, but it comes down to funding again.

Mr. Nelson: A big piece would be to change the Indigenous Services Canada, or ISC, type of wording to unlock funding. If a community is under threat, the funding should be unlocked, not an imminent fire. That would be a really big help, because we could roll out the trailers early and prepare if we know that the fires are coming.

The Chair: Thank you.

I would ask Senator Muggli and Senator McBean to ask your questions, and we'll ask you to respond in writing.

Very quickly, Senator Muggli, your question?

Senator Muggli: If you were writing recommendations for our report regarding traumatic recovery following wildfire devastation, what would that look like? What would those

Je voudrais prendre un moment pour faire écho à la sénatrice Muggli : Félicitations pour ce que vous avez accompli afin de protéger la nation métisse et votre province. L'absurdité administrative qui régnait à l'époque était stupéfiante. On a envoyé des gens à 500 kilomètres de là sans leur fournir de lieu pour dormir.

Je voudrais ajouter une autre chose à l'intention de M. Nelson. Merci de nous avoir rappelé une évidence, mais vous avez dit que les personnes déplacées souffrent, et nous devons nous rappeler que cette souffrance persiste bien au-delà de la fin de la saison des incendies.

Quoi qu'il en soit, je m'en tiendrai là. Quelqu'un d'autre aura peut-être l'occasion de poser une question.

La sénatrice Martin : Très brièvement, j'ai une sorte de question complémentaire à celle que la sénatrice McBean a posée.

Sachant que ces lacunes, les problèmes, les manques et les complexités liés au partage des compétences existent, y a-t-il des accords spécifiques que vous aimeriez voir mis en place avant le printemps prochain? Travaillez-vous actuellement sur certains dossiers?

Mme Joe : Oui, nous travaillons avec le — il y a tellement de sigles — le Centre interservices des feux de forêt du Canada, ou CIFFC. Nous collaborons également avec le Conseil national autochtone de la sécurité-incendie, mais nous avons besoin de davantage de collaboration entre chaque province et chaque territoire. Nous avons des savoir-faire différents.

Pour notre part, mon conseil d'administration m'a autorisée à étendre autant que possible notre travail avec nos homologues métis et inuits, non seulement en Colombie-Britannique, mais dans tout le pays, mais cela dépend encore une fois du financement.

M. Nelson : Un élément important serait de modifier la formule que Services aux Autochtones Canada, ou SAC, utilise pour débloquer des fonds. Si une collectivité est menacée, les fonds devraient être débloqués, et non pas seulement en cas d'incendie imminent. Cela nous aiderait énormément, car nous pourrions déployer les remorques à l'avance et nous préparer si nous savons que des incendies se déclarent.

Le président : Merci.

Je demanderais aux sénatrices Muggli et McBean de poser leurs questions, et nous vous demanderons d'y répondre par écrit.

Très brièvement, madame Muggli, votre question?

La sénatrice Muggli : Si vous deviez rédiger des recommandations pour notre rapport concernant le rétablissement après un traumatisme causé par un incendie de

recommendations be to help people with mental health trauma recovery?

Then the other quick one was going to be around if there are any technical training gaps for training people on fire prevention.

The Chair: That question could be answered by each group, so I'll leave that.

Senator McBean: Written or video.

I think we knew this was going to be really good information, so thank you.

Ms. Joe, you mentioned that there was a community near Lytton where the fire went around. If you could provide us with the details and maybe even a pillar-by-pillar approach on what FNESS did and give us the accounting of how that worked.

I imagine you have put in a pre-budget submission of \$27.9 million, so maybe that was going to be the answer to when I was asking about the jurisdictional challenges.

Forgive my language, but I think it's always a bitching session if you're only talking about the problems and you don't come to what your solutions are.

I'm saying you have the solution, I want them. We've only let you do the first part and we're very interested in what your solutions are. What would you do with the money if you were given more money? Minister Merasty, you had asked for stable, emergency planning funds. If you got those, what would you use them on?

The Chair: Our clerk will send each of you these last couple questions, just so you have them as they're transcribed. Minister Merasty, Minister Beaudin, Mr. Quintal, Ms. Joe, and Mr. Nelson, thank you very much for your participation today. Your testimony and insight have been very much appreciated.

For our second panel, we'll be hearing from Elisa Binon, Data Coordinator for North America, the Caribbean, Europe and Central Asia, Global Monitoring at the Internal Displacement Monitoring Centre, and Major Rick Zelinsky, Director of Public Affairs and Emergency Disaster Services at the Salvation Army. Major Zelinsky is accompanied by his colleague, Tracy Desjarlais, Indigenous Liaison for Emergency Disaster Services. Ms. Binon, the floor is yours.

forêt, à quoi ressembleraient-elles? Quelles seraient ces recommandations pour aider les personnes à se remettre d'un traumatisme psychologique?

L'autre question brève concernait les lacunes éventuelles dans la formation technique des personnes chargées de la prévention des incendies.

Le président : Chaque groupe peut répondre à cette question, je vous laisse donc le soin de le faire.

La sénatrice McBean : Par écrit ou en vidéo.

Je pense que nous savions que ces renseignements seraient très utiles, donc je vous en remercie.

Madame Joe, vous avez mentionné que l'incendie s'était propagé à une collectivité près de Lytton. Pourriez-vous nous fournir des détails et peut-être même une approche étape par étape sur ce qu'a fait le FNESS et nous expliquer comment cela a fonctionné?

J'imagine que vous avez présenté une demande prébudgétaire de 27,9 millions de dollars, ce qui répondait peut-être à ma question sur les défis liés aux compétences.

Pardonnez mon langage, mais je pense que cela se résume toujours à une séance de râlerie si on ne parle que des problèmes sans proposer de solutions.

Je dis que vous avez la solution et je veux la connaître. Nous vous avons seulement laissé parler de la première partie et nous sommes très intéressés par vos solutions. Que feriez-vous avec l'argent si on vous en donnait davantage? Monsieur le ministre Merasty, vous avez demandé des fonds stables pour la planification d'urgence. Si vous les obtenez, à quoi les affecteriez-vous?

Le président : Notre greffière vous enverra ces deux dernières questions, afin que vous en ayez une copie telle qu'elles ont été transcrives. Monsieur le ministre Merasty, monsieur le ministre Beaudin, monsieur Quintal, madame Joe et monsieur Nelson, merci beaucoup de votre participation aujourd'hui. Vos témoignages et vos commentaires ont été très appréciés.

Pour notre deuxième groupe de témoins, nous entendrons Elisa Binon, coordinatrice des données pour l'Amérique du Nord, les Caraïbes, l'Europe et l'Asie centrale, à l'Observatoire des situations de déplacement interne, et le major Rick Zelinsky, directeur des affaires publiques et des services d'urgence en cas de catastrophe à l'Armée du Salut. Le major Zelinsky est accompagné de sa collègue, Tracy Desjarlais, agente de liaison autochtone pour les services d'urgence en cas de catastrophe. Madame Binon, la parole est à vous.

Elisa Binon, Data Coordinator for North America, the Caribbean, Europe and Central Asia, Global Monitoring, Internal Displacement Monitoring Centre: Thank you for inviting to share our findings on the impacts of wildfire displacements in Canada with you. I'll be making my intervention in English, but I'll be glad to answer in French or English.

My name is Elisa Binon, and I am the Data Coordinator for North America, the Caribbean, Europe and Central Asia at the Internal Displacement Monitoring Centre, or IDMC. The Internal Displacement Monitoring Centre monitors internal displacement due to disasters, conflicts and violence in over 200 countries and territories.

Our mission is to highlight the situation of internally displaced persons, or IDPs, who are too often overlooked. We do not collect primary data, but we aggregate, curate and validate information from governments and a variety of other sources to provide reliable data and analysis that can inform policy making and action to prevent, address and resolve internal displacement.

Internal displacement due to disasters is a growing global challenge, affecting developing and wealthier nations alike. Canada is not an exception, with wildfires being the principal driver of displacement. In fact, Canada is among the countries most affected by wildfire displacement.

In 2023, 43% of all documented wildfire displacements worldwide occurred in Canada. The IDMC recorded over 200,000 internal displacements across Canada that year, of which 96% were caused by wildfires. Fifteen per cent of these wildfire displacements affected Indigenous communities.

In 2024, Canada ranked third globally for wildfire displacements, after the U.S. and Greece. Our preliminary data for 2025 shows more than 70,000 wildfire-related displacement across Canada. In both 2024 and 2025, wildfires triggered 99% of all internal displacements in Canada. Indigenous Peoples were disproportionately affected. Fifty-eight per cent of wildfire evacuations in 2024 impacted Indigenous Peoples, whereas in 2025, preliminary data shows 56% of evacuations due to wildfires impacting Indigenous Peoples in Canada.

These figures are considered underestimates, however, due to the difficulty in finding reliable and accurate data, as Canada lacks a central agency which systematically collects data on internal displacements.

Elisa Binon, coordinatrice des données pour l'Amérique du Nord, les Caraïbes, l'Europe et l'Asie centrale, Observatoire des situations de déplacement interne : Merci de nous avoir invités à vous faire part de nos constats sur les impacts des déplacements liés aux incendies de forêt au Canada. Je m'exprimerai en anglais, mais je me ferai un plaisir de répondre en français ou en anglais.

Je m'appelle Elisa Binon et je suis coordinatrice des données pour l'Amérique du Nord, les Caraïbes, l'Europe et l'Asie centrale à l'Observatoire des situations de déplacement interne, l'OSDI. L'Observatoire suit les déplacements internes dus aux catastrophes, aux conflits et à la violence dans plus de 200 pays et territoires.

Notre mission est de mettre en lumière la situation des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ou PDIP, qui sont trop souvent négligées. Nous ne collectons pas de données primaires, mais nous regroupons, sélectionnons et validons les renseignements provenant des gouvernements et de diverses autres sources afin de fournir des données et des analyses fiables qui peuvent éclairer l'élaboration des politiques et les mesures visant à prévenir, traiter et résoudre les déplacements internes.

Les déplacements internes dus aux catastrophes constituent un défi mondial croissant, qui touche aussi bien les pays en développement que les pays riches. Le Canada ne fait pas exception, les incendies de forêt étant la cause principale. En fait, le Canada figure parmi les pays les plus touchés par les déplacements liés aux incendies de forêt.

En 2023, 43 % de tous les déplacements liés aux incendies de forêt recensés dans le monde ont eu lieu au Canada. L'OSDI a recensé plus de 200 000 déplacements internes à travers le Canada cette année-là, dont 96 % étaient dus à des incendies de forêt, et 15 % de ces déplacements ont touché des collectivités autochtones.

En 2024, le Canada s'est classé au troisième rang mondial pour les déplacements liés aux incendies de forêt, après les États-Unis et la Grèce. Nos données préliminaires pour 2025 montrent plus de 70 000 déplacements de cette nature à travers le Canada. En 2024 et 2025, les incendies de forêt ont provoqué 99 % de tous les déplacements internes au Canada. Les Autochtones ont été touchés de manière disproportionnée. En 2024, 58 % des évacuations liées aux incendies de forêt ont touché les Autochtones, tandis qu'en 2025, les données préliminaires indiquent que 56 % des évacuations dues aux incendies de forêt ont touché les Autochtones au Canada.

On pense toutefois que ces chiffres sous-estiment la situation, en raison de la difficulté à trouver des données fiables et précises, le Canada ne disposant pas d'une agence centrale qui collecte systématiquement des données sur les déplacements internes.

Behind these figures are real people, who are individually impacted by displacement. The hardships that IDPs experience are severe. They include loss of homes, safety, or sense thereof, and livelihoods. Children may experience disruption in their education, and people of all ages suffer from mental-health impacts. Our data suggests that wildfire displacement is lasting longer and becoming increasingly recurrent. There have been instances of the same communities being forced to evacuate multiple times within the year, as was seen, for instance, when the Northern Quebec Cree Nation of Nemaska was called to evacuate five times in July 2023.

We are also seeing an increase in wildfire displacement in urban areas. While remote locations and communities are more often impacted, we have seen multiple instances of highly populated urban and suburban neighbourhoods being forced to evacuate due to wildfires in recent years. In 2023, nearly half of the recorded displacements took place in urban areas.

With the growing impacts of climate change, the number of displacements each year is expected to increase. According to UN-backed scientific data, Canada is warming twice as fast as the global average, and climate change has more than doubled the likelihood of extreme weather conditions in Eastern Canada in 2023.

The Guiding Principles on Internal Displacement affirm that national governments bear the primary responsibility to address internal displacement. In light of this, we would like to provide recommendations.

Collecting accurate, timely and disaggregated data on internal displacements is the first step in understanding the trends, patterns and impacts of wildfire displacement and the starting point for establishing informed and effective policies. We therefore encourage the Canadian government to collect data on how many of its citizens are forced to evacuate their homes each year due to disasters and the duration of that displacement.

Second, all levels of government should continuously involve affected communities in discussions on disaster displacement to find the best and most adequate solutions, for instance, by prioritizing First Nations knowledge and self-determination when designing emergency plans.

Derrière ces chiffres se cachent des personnes réelles qui sont particulièrement touchées par le déplacement. Les difficultés qu'éprouvent les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont graves. Elles comprennent la perte de leur maison, de leur sécurité ou de leur sentiment de sécurité, et de leurs moyens de subsistance. Les enfants peuvent voir leur éducation perturbée et les personnes de tous âges peuvent souffrir de troubles mentaux. Nos données semblent indiquer que les déplacements liés aux incendies de forêt durent plus longtemps et deviennent de plus en plus fréquents. Il est arrivé que les mêmes collectivités soient contraintes d'évacuer plusieurs fois au cours de l'année, comme cela a été le cas, par exemple, lorsque la Nation crie de Nemaska, dans le Nord du Québec, a été appelée à évacuer cinq fois en juillet 2023.

Nous constatons également une augmentation des déplacements liés aux incendies de forêt dans les zones urbaines. Si les régions et les collectivités isolées sont plus souvent touchées, nous avons vu ces dernières années de nombreux quartiers urbains et suburbains densément peuplés être contraints d'évacuer en raison d'incendies de forêt. En 2023, près de la moitié des déplacements enregistrés ont eu lieu dans des zones urbaines.

Avec l'impact croissant du changement climatique, on s'attend à ce que le nombre de déplacements augmente chaque année. Selon des données scientifiques soutenues par l'ONU, le Canada se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, et le changement climatique a plus que doublé la probabilité de conditions météorologiques extrêmes dans l'Est du Canada en 2023.

Les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays affirment que les gouvernements nationaux ont la responsabilité première de traiter les déplacements internes. Cela étant, nous souhaitons formuler des recommandations.

La collecte de données précises, actualisées et ventilées sur les déplacements internes est la première étape pour comprendre les tendances, les particularités et les répercussions des déplacements liés aux incendies de forêt, et le point de départ pour établir des politiques éclairées et efficaces. Nous encourageons donc le gouvernement canadien à recueillir des données sur le nombre d'habitants contraints d'évacuer leur domicile chaque année en raison de catastrophes et sur la durée de ces déplacements.

Deuxièmement, tous les ordres de gouvernement devraient systématiquement inviter les collectivités touchées à participer aux discussions sur les déplacements liés aux catastrophes afin de trouver les solutions les meilleures et les plus adéquates, par exemple en accordant la priorité aux connaissances et à l'autodétermination des Premières Nations lors de l'élaboration des plans d'urgence.

Third, it is essential to ensure adequate evacuation and reception conditions for internally displaced persons to minimize the impacts of displacement.

Evacuation sites should include all necessary equipment and staff to meet specific needs and vulnerabilities.

Finally, we would like to commend Canada on its commitment to finding solutions to internal displacement. This is evident through Canada's co-chairing of the Group of Friends on solutions to internal displacement.

We hope Canada will continue to demonstrate a steadfast commitment to addressing internal displacement.

Thank you for your time and attention.

The Chair: Thank you for your opening statement.

Major Zelinsky and Ms. Desjarlais, it's now your turn.

Major Rick Zelinsky, Director of Public Affairs and Emergency Disaster Services, Salvation Army: Thank you for the opportunity to speak.

Given the scarcity of resources in rural communities, the Salvation Army has witnessed an increased demand on our services across Canada, from sea to sea to sea. Our disaster services have only recently shut down, for example, in the Annapolis Valley in Nova Scotia.

In 2024, we found we had to extend our services in High Prairie, Alberta to support evacuees from Métis settlements due to lack of resources in the area.

We extended our stay by over a month, which was far past our usual deployment, serving over 40,000 meals, logging over 12,000 volunteer hours as well as providing emotional and spiritual support.

We continue to experience the increased demand for our services. In 2025, we responded in all but four provinces in Canada. We did respond in Yellowknife.

The Salvation Army is operating in 400-plus communities in Canada with boots on the ground. I'd like to turn the microphone to one of our Indigenous leaders on the emergency disaster team, Tracy Desjarlais, to speak to the impact on Indigenous communities. I'm happy to answer any questions after that.

Troisièmement, il est essentiel de garantir des conditions d'évacuation et d'accueil adéquates pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays afin d'atténuer les conséquences du déplacement.

Les sites d'évacuation doivent disposer de tout l'équipement et du personnel nécessaires pour répondre aux besoins particuliers et aux vulnérabilités.

Enfin, nous tenons à féliciter le Canada pour son engagement à trouver des solutions au problème des déplacements internes. Cet engagement est manifeste dans la coprésidence du Groupe des amis sur les solutions au déplacement interne.

Nous espérons que le Canada continuera à faire preuve d'un engagement sans faille dans la lutte contre les déplacements internes.

Nous vous remercions de votre temps et de votre attention.

Le président : Merci pour votre déclaration liminaire.

Major Zelinsky et madame Desjarlais, la parole est à vous.

Major Rick Zelinsky, directeur des affaires publiques et des services d'urgence en cas de catastrophe, Armée du Salut : Merci de me donner la parole.

Compte tenu de la rareté des ressources dans les collectivités rurales, l'Armée du Salut a constaté une augmentation de la demande pour ses services partout au Canada, d'un océan à l'autre. Par exemple, nos services d'urgence viennent à peine d'être démobilisés dans la vallée de l'Annapolis, en Nouvelle-Écosse.

En 2024, nous avons dû prolonger nos services à High Prairie, en Alberta, afin de venir en aide aux personnes évacuées des établissements métis de l'Alberta en raison du manque de ressources dans la région.

Nous avons prolongé notre séjour de plus d'un mois, ce qui dépassait largement notre déploiement habituel, servant plus de 40 000 repas, cumulant plus de 12 000 heures de bénévolat et apportant un soutien émotionnel et spirituel.

Nous continuons à constater une demande accrue pour nos services. En 2025, nous sommes intervenus dans toutes les provinces du Canada, sauf quatre. Nous sommes intervenus à Yellowknife.

L'Armée du Salut est présente dans plus de 400 collectivités au Canada. Je voudrais maintenant céder la parole à l'une de nos dirigeantes autochtones de l'équipe des services d'urgence en cas de catastrophe, Tracy Desjarlais, qui vous parlera de l'impact sur les collectivités autochtones. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions après son intervention.

Tracy Desjarlais, Indigenous Liaison for Emergency Disaster Services, Salvation Army: Good evening, chair and senators. My name is Tracy Desjarlais. I'm from the Piapot First Nation in Saskatchewan. I want to thank the committee for inviting me to speak on the impacts of wildfires on Indigenous communities across Canada, specifically on our land, air, water and the effects of the evacuations.

Forest fires destroy more than trees; they take away medicines, berries, wildlife habitat and traplines that sustain our way of life.

When fires sweep through, ash and soot poison the soil and waterways, changing the land for generations. In terms of the air, wildfire smoke has become an ongoing health emergency. Many of our Elders, children and people with respiratory conditions struggle to breathe. We have seen more asthma, heart problems and even deaths during prolonged smoke events.

In terms of our water, after the fires, heavy rains wash ash and chemicals into our water sources. Communities must rely on bottled or trucked water for months. Federal water standards must include emergency testing and rapid response systems after wildfires.

In terms of the evacuations, yes, I probably sound like a broken record about Indigenous communities being disproportionately affected by wildfire evacuations. Many are forced to leave their homes multiple times in a decade.

I'm going to quote one of Prince Albert Grand Council, Grand Chief Brian Hardlotte, when I spoke to him about this before today, this is one of his main concerns, his quote: Many people passed away during evacuations in his territory because of their health and the stress of being moved. The fires that caused evacuations were, unfortunately, man-made fires, deliberately set, which is very sad. This shows how not all fires are natural, some are preventable, tragedies that cause unnecessary loss and trauma.

What needs to change? We need Indigenous-led solutions, community fire stewardship with training and funding of Indigenous fire crews for cultural and prescribed burns, clean-air shelters in schools and community centres, rapid water testing and emergency filtration systems after fires, culturally safe evacuation plans, designed and led by local nations and long-term mental health supports for families displaced by repeated evacuations.

Tracy Desjarlais, agente de liaison autochtone pour les services d'urgence en cas de catastrophe, Armée du Salut : Bonsoir, monsieur le président et mesdames et messieurs les sénateurs. Je m'appelle Tracy Desjarlais. Je suis originaire de la Première Nation Piapot, en Saskatchewan. Je tiens à remercier le comité de m'avoir invitée à témoigner sur les répercussions des feux de forêt sur les collectivités autochtones à travers le Canada, en particulier sur nos terres, notre air, notre eau et les effets des évacuations.

Les feux de forêt détruisent plus que des arbres; ils emportent les remèdes, les baies, l'habitat faunique et les territoires de trappage qui soutiennent notre mode de vie.

Lorsque les incendies se propagent, les cendres et la suie empoisonnent le sol et les cours d'eau, modifiant le territoire pour des générations. Quant à l'air, la fumée des feux de forêt est devenue une urgence sanitaire permanente. Bon nombre de nos Aînés, de nos enfants et de nos concitoyens souffrant de troubles respiratoires ont de la difficulté à respirer. Nous avons constaté une augmentation des cas d'asthme, de problèmes cardiaques et même de décès lors d'épisodes de fumée prolongés.

En ce qui concerne l'eau, après les incendies, les fortes pluies entraînent les cendres et les produits chimiques dans nos sources d'eau. Les collectivités doivent alors compter sur l'eau en bouteille ou acheminée par camion pendant des mois. Les normes fédérales en matière d'eau doivent inclure des tests d'urgence et des systèmes d'intervention rapide après les incendies de forêt.

En ce qui concerne les évacuations, oui, je sais que je me répète sans cesse au sujet des collectivités autochtones qui sont touchées de manière disproportionnée par les évacuations liées aux incendies de forêt. Beaucoup sont contraintes de quitter leur foyer plusieurs fois en une décennie.

Je vais citer l'un des membres du Grand Conseil de Prince Albert, le grand chef Brian Hardlotte, avec qui j'ai discuté de ce sujet avant aujourd'hui. C'est l'une de ses principales préoccupations. Il a déclaré : « De nombreuses personnes sont décédées lors des évacuations sur notre territoire en raison de leur état de santé et du stress lié au déplacement. » Les incendies qui ont provoqué les évacuations étaient malheureusement des incendies d'origine humaine, allumés délibérément, ce qui est très regrettable. Cela montre que les incendies ne sont pas tous naturels, que certains sont évitables, et qu'ils causent des pertes et des traumatismes inutiles.

Quels changements s'imposent? Il est impératif de mettre en place des solutions élaborées en collaboration avec les populations autochtones, de promouvoir une gestion communautaire des incendies grâce à la formation et au financement d'équipes autochtones pour les incendies culturels et dirigés. Nous devons également établir des refuges à air pur dans les écoles et les centres communautaires, mettre en place des tests rapides de l'eau et des systèmes de filtration d'urgence

Wildfires are not only environmental issues, they are sovereignty and public health issues. They are issues of Indigenous survival and leadership.

That's all I have. I was going to speak specifically about a couple of other issues where some First Nations set up evacuation centres to receive evacuees here in Saskatchewan. But because of how people were — I don't know what the terminology is I'm trying to say — but they never received any evacuees in their centres after setting up.

This morning I spoke to somebody here in my hotel. They had an evacuation centre set up. They didn't receive any evacuees. They had many donations they sent up in truckloads to the Far North. I can go on, but I'll leave it at that for now.

Thank you.

The Chair: Thank you for your opening statements.

Senator McNair: Thank you to the panellists for being here tonight. To start, my question is for Ms. Binon.

In May and June 2025, as you heard from the first panel, wildfires spread rapidly through Manitoba and Saskatchewan, triggering an evacuation of 42,000 people.

In a recent article, your organization published entitled “Wildfire displacement is on the rise: 2025 sends a clear warning,” your organization stated most countries do not systematically collect wildfire displacement data leaving critical gaps in wildfire preparedness, response capacity and recovery.

Can you explain to me how often is wildfire displacement data collected in Canada, who collects it and reports the data? Can you also explain how the systematic collection of wildfire displacement data could strengthen wildfire preparedness, response capacity and recovery in our country?

Ms. Binon: Yes, absolutely. In Canada, we have received data from Indigenous Services Canada after creating a partnership with them. This data is disaggregated by the type of disaster, the month of the evacuation and the province or territory.

après les incendies, créer des plans d'évacuation respectueux des cultures, conçus et dirigés par les nations locales, et fournir un soutien à long terme en matière de santé mentale pour les familles touchées par des évacuations répétées.

Les feux de forêt ne sont pas seulement un problème environnemental, ils touchent également à la souveraineté et à la santé publique. Ils concernent la survie et le leadership des peuples autochtones.

C'est tout ce que j'avais à dire. J'allais aborder plus précisément quelques autres enjeux concernant la mise en place de centres d'évacuation par certaines Premières Nations pour accueillir des personnes évacuées ici, en Saskatchewan. Cependant, en raison de l'attitude des gens — je ne sais pas quels termes employer pour décrire ce que j'essaie de dire —, ces centres n'ont jamais accueilli de personnes évacuées après leur mise en place.

Ce matin, j'ai discuté avec un membre du personnel de mon hôtel. Ils avaient mis en place un centre d'évacuation. Ils n'ont reçu aucun évacué. Ils ont envoyé de nombreux dons par camions entiers dans le Grand Nord. Je pourrais continuer, mais je m'arrêterai là pour l'instant.

Merci de votre attention.

Le président : Merci pour vos déclarations liminaires.

Le sénateur McNair : Je remercie les témoins d'être venus. Ma première question s'adresse à Mme Binon.

En mai et juin 2025, comme vous l'avez entendu au cours de la discussion avec le premier groupe, la propagation de feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan a entraîné l'évacuation de 42 000 personnes.

Dans un récent article intitulé « Wildfire displacement is on the rise : 2025 sends a clear warning », votre organisation indique que la plupart des pays ne recueillent pas systématiquement de données sur les déplacements causés par les feux de forêt, ce qui entraîne d'importantes lacunes dans la préparation aux feux de forêt, la capacité d'intervention et le rétablissement après un incendie.

Pourriez-vous m'expliquer à quelle fréquence recueille-t-on des données sur les déplacements causés par les feux de forêt au Canada? Qui recueille ces données et en fait rapport? Pourriez-vous également nous dire dans quelle mesure la collecte systématique de données sur les déplacements causés par les feux de forêt améliorerait-elle l'état de préparation, la capacité d'intervention et le rétablissement en cas de feux de forêt au Canada?

Mme Binon : Oui, bien sûr. Au Canada, nous avons reçu des données de Services aux Autochtones Canada après avoir établi un partenariat avec eux. Ces données sont ventilées par type de catastrophe, mois d'évacuation et province ou territoire.

Other data we get from Canada — we don't receive it; we have to go and search for it — we monitor via media sources primarily for up-to-date current information. This is difficult, because media sources don't always provide their source for the information, in which case we cannot use the data unless we find corroboration of that information somewhere else.

It can also be challenging, because media sources might provide information on the number of buildings that were evacuated or under evacuation order, which is not a reliable estimate. It's difficult to use it, because we don't know how many of those buildings are uninhabited.

We consider our data to be a big underestimate. This is how we collect it for Canada, which is why it's crucial there would be an entity or organization at a federal or national level which would collect this data, or even at a provincial level, so we can have better estimates.

The value of collecting this data, it assists in informing policies. When you know how many people are displaced in each province or territory each year, due to what, when this data is disaggregated it means how many women, children, Indigenous Peoples, First Nations and Inuit, when you have this information it can inform policy at a great level so you know where to put the resources.

Which community is systematically affected, for instance? This is what data can show. This is why it's key to collect such data.

Senator McNair: I wish to fact check a statement you made. Canada, you said, is warming twice as fast in global warming. Is that accurate? What was the statement you gave?

Ms. Binon: According to UN scientific data, yes. This is information that the UN has published.

Senator McNair: The other fact that you gave, or the ranking — we rank third for wildfire displacement, which isn't a ranking that we want to have, I assume.

Ms. Binon: This is based on our data, the data that we collect at the Internal Displacement Monitoring Centre. Since we collect for over 200 territories and countries worldwide, we then analyze that data, and through the analysis we saw that in 2024 Canada came in third in wildfire displacement.

Senator McNair: Thank you.

Quant aux autres données que nous obtenons du Canada — nous ne les recevons pas, nous devons les rechercher — nous les surveillons principalement via les médias afin d'obtenir de l'information à jour. Cela s'avère difficile, car les médias ne fournissent pas toujours la source de leur information, auquel cas nous ne pouvons pas utiliser les données à moins de trouver une confirmation de l'information.

La tâche peut également être difficile, car les médias peuvent fournir des informations sur le nombre d'immeubles évacués ou visés par un ordre d'évacuation, ce qui n'est pas une estimation fiable. Il est difficile d'utiliser ces données, car nous ne savons pas combien de ces immeubles sont inhabités.

Nous considérons que nos données sont largement sous-estimées. C'est ainsi que nous les collectons pour le Canada, c'est pourquoi il est crucial qu'une entité ou une organisation fédérale ou nationale, ou même provinciale, collecte ces données afin que nous puissions disposer de meilleures estimations.

La collecte de ces données est importante, car elle permet de guider l'élaboration des politiques. Lorsque vous savez combien de personnes sont déplacées chaque année dans chaque province ou territoire, pour quelles raisons, et que ces données sont ventilées, c'est-à-dire combien de femmes, d'enfants, d'Autochtones, de membres de Premières Nations et d'Inuits, vous disposez de données qui peuvent orienter l'élaboration de politiques à un niveau élevé et vous permettre de savoir où affecter les ressources.

Quelle collectivité est systématiquement touchée, par exemple? C'est ce que les données peuvent montrer. C'est pourquoi il est crucial de les collecter.

Le sénateur McNair : Je souhaite vérifier l'une de vos affirmations. Vous avez dit que le Canada se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Est-ce exact? Qu'avez-vous dit au juste?

Mme Binon : Selon les données scientifiques de l'ONU, oui. Ce sont des données publiées par l'ONU.

Le sénateur McNair : L'autre fait que vous avez mentionné, ou le classement — nous sommes au troisième rang pour les déplacements liés aux incendies de forêt, ce qui n'est pas un classement que nous souhaitons avoir, je suppose.

Mme Binon : Ce classement est basé sur nos données, celles que nous recueillons à l'Observatoire des situations de déplacement interne. Comme nous recueillons des données dans plus de 200 territoires et pays à travers le monde, nous les analysons, et cette analyse nous a permis de constater qu'en 2024, le Canada se classait au troisième rang pour les déplacements liés aux incendies de forêt.

Le sénateur McNair : Merci.

Senator Muggli: Thank you for being with us. My question is for The Salvation Army. I'm wondering how your volunteers and staff are trained to manage the mental health and traumatic response needs of evacuees, specific to First Nations and Métis evacuees, and I'm wondering what is needed for long-term support, in your opinion. Is there a traumatic response community-based model that you would recommend, or what are your thoughts on the follow-up mental health piece?

Mr. Zelinsky: I'll speak to the first part of it, and then I will ask Ms. Desjarlais to speak to the long term on that. So all of our volunteers go through training. We have developed in-house training, and people can move through various levels. When it comes to emotional support, they are generally people who are professionals in the field. When I said we were in 400-plus communities, that is trained clergy, volunteers in those communities. We train our people just to be available, to listen, to support people to the level that they are able to.

We are looking at — with Tracy and the connections to Indigenous communities, we're actually not looking at running into communities to try to fix things for them, but to say to — we have spoken to various chiefs to say, "The Salvation Army has a training program, we have the ability to set up teams for you and we would like to lend our 110 years of expertise to your community to bring training," to help them with that.

I think that ongoing support — the government has been supporting five national non-governmental organizations, or NGOs, for wildfire response, and a few of us do emotional support, including St. John Ambulance and The Salvation Army. The continued support to ensure continuity and consistency moving forward is going to be very important. We were able to ramp up and build our capacity very quickly and very effectively with that support from the government, but I think that that is needed moving forward because this situation is not going away.

Ms. Desjarlais, I don't know if you would like to speak to the long-term response.

Senator Muggli: Specifically, if you were to make a recommendation for what we should do for mental health follow-on after such events, do you have any recommendations of what that would look like?

Ms. Desjarlais: Thank you. Based on displaced folks that I have spoken with, some of them being elderly, they compared this to residential school, being taken from your community and being displaced and that type of — the traumatic event that was triggering for them. So the ongoing supports in that regard, like

La sénatrice Muggli : Merci d'être venus. Ma question s'adresse aux représentants de l'Armée du Salut. Je me demande comment vos bénévoles et votre personnel sont formés pour gérer les besoins en matière de santé mentale et de réponse aux traumatismes des personnes évacuées, surtout des membres des Premières Nations et des collectivités métisses, et je me demande ce qui est nécessaire pour un soutien à long terme, selon vous. Existe-t-il un modèle communautaire de réponse aux traumatismes que vous recommanderiez, ou quelle est votre opinion sur le suivi en matière de santé mentale?

M. Zelinsky : Je vais répondre à la première partie de la question, puis je demanderai à Mme Desjarlais de parler du long terme. Tous nos bénévoles suivent une formation. Nous avons mis au point une formation interne, et les gens peuvent passer par différents niveaux. En ce qui concerne le soutien émotionnel, il est généralement confié à des professionnels dans ce domaine. Lorsque j'ai dit que nous étions présents dans plus de 400 collectivités, je parlais de membres du clergé et de bénévoles formés dans ces collectivités. Nous formons nos gens à être disponibles, à écouter, à soutenir les gens dans la mesure de leurs capacités.

Avec Tracy Desjarlais et grâce à nos liens avec les collectivités autochtones, nous ne cherchons pas à intervenir dans les collectivités pour essayer de régler leurs problèmes. Nous leur disons plutôt : « Nous avons discuté avec divers chefs pour les informer que l'Armée du Salut dispose d'un programme de formation, que nous avons la capacité de mettre en place des équipes pour eux et que nous aimerions mettre nos 110 années d'expertise au service de leur collectivité pour lui offrir une formation », afin de les aider dans ce domaine.

Je pense que ce soutien continu — le gouvernement soutient cinq organismes non gouvernementaux nationaux, des ONG, pour la lutte contre les incendies de forêt, et quelques-uns d'entre nous apportent un soutien émotionnel, notamment l'Ambulance Saint-Jean et l'Armée du Salut. Il sera très important de maintenir ce soutien afin d'assurer la continuité et la cohérence. Nous avons pu renforcer et élargir nos capacités très rapidement et très efficacement grâce à ce soutien du gouvernement, mais je pense que ce soutien sera nécessaire à l'avenir, car cette situation n'est pas près de disparaître.

Madame Desjarlais, je ne sais pas si vous souhaitez vous exprimer sur la réponse à long terme.

La sénatrice Muggli : Plus précisément, si vous deviez faire une recommandation sur ce que nous devrions faire pour assurer le suivi en matière de santé mentale après de tels événements, auriez-vous des suggestions à formuler?

Mme Desjarlais : Merci. D'après les personnes déplacées avec lesquelles j'ai discuté, dont certaines sont âgées, elles ont comparé cette situation à celle des pensionnats indiens, où elles ont été retirées de leur collectivité et déplacées, et ce genre d'événement traumatisant a été un déclencheur pour elles. Il

their mental health, community programming, that type of thing, because a lot of northern communities don't even have that today, but to implement things such as that to help them through that trauma.

Senator Muggli: And in evacuation centres, even having ceremonial support would be really important?

Ms. Desjarlais: Correct. Cold Lake, Alberta, for example — somebody from Cold Lake had told me this, that some of them were evacuated, and some of the local people came, the Elders came, to try to even bring them some traditional foods instead of — I mean, they were grateful for soup and sandwiches, but sometimes they want some of their own traditional foods. So some of the local First Nation Elders came to feed them some of their local traditional foods, and they weren't allowed to bring it into the reception centre.

They weren't allowed to. Apparently, they set up in the parking lot, and then there was a big, long line of folks wanting to have that traditional meat. Things like —

Senator Muggli: And medicines as well?

Ms. Desjarlais: — that are culturally sensitive — yes. I went out to some of the centres myself and provided some of our traditional medicines.

Senator Muggli: Thank you.

Senator Varone: Yes. My question is for Ms. Binon. You track a lot of data, and I understand the data that you are tracking with respect to evacuations, but I'm confused with the context of the word "displacement" and what you mean by it. Is displacement the actual leaving of their home and then returning to their home in that temporary period, or do you mean the displacement because their home has been destroyed by fire and they have nowhere to live? And if that's not the case, are you tracking that percentage of casualties in terms of homes that are destroyed by fire?

Ms. Binon: Thank you for your question. So the answer is both. We use indicators of displacement. Internal displacement means being forced to leave your habitual place of residence due to disaster, conflict or violence. This is what we monitor. For disaster, we have various indicators of displacement. One of those indicators is evacuations. When people have to evacuate their home — they are forced out of their home in this instance due to wildfires — they are internally displaced, because they do not leave Canada. They stay within their own country.

faudrait donc leur apporter un soutien continu à cet égard, notamment en matière de santé mentale, de programmes communautaires, etc., car de nombreuses collectivités du Nord ne disposent même pas de tels programmes, mais il faudrait mettre en œuvre ce genre de mesures pour les aider à surmonter ce traumatisme.

La sénatrice Muggli : Et dans les centres d'évacuation, il serait très important de disposer d'un soutien cérémoniel?

Mme Desjarlais : Exactement. En Alberta, par exemple, un habitant de Cold Lake m'a raconté que certains d'entre eux avaient été évacués, et que des habitants de la région, des Aînés, étaient venus leur apporter des plats traditionnels plutôt que... Je veux dire, ils étaient reconnaissants pour la soupe et les sandwichs, mais parfois, ils veulent manger leurs propres plats traditionnels. Certains Aînés des Premières Nations locales sont donc venus leur apporter des plats traditionnels locaux, mais ils n'ont pas été autorisés à les apporter dans le centre d'accueil.

Ils n'ont pas été autorisés à le faire. Apparemment, ils se sont installés sur le terrain de stationnement, et il y avait une longue file de gens qui souhaitaient manger cette viande traditionnelle. Des choses comme...

La sénatrice Muggli : Et des produits médicinaux également?

Mme Desjarlais : ... qui sont adaptés à la culture — oui. Je me suis rendue moi-même dans certains centres et j'ai fourni certains de nos produits médicinaux traditionnels.

La sénatrice Muggli : Je vous remercie.

Le sénateur Varone : Oui, ma question s'adresse à Mme Binon. Vous recueillez de nombreuses données, et je comprends celles que vous recueillez concernant les évacuations, mais je ne comprends pas bien le contexte dans lequel vous utilisez le mot « déplacement », et ce que vous entendez par là. Le déplacement correspond-il au fait de quitter son domicile, puis d'y retourner pendant une période temporaire, ou faites-vous référence au déplacement parce que leur domicile a été détruit par un incendie, et qu'ils n'ont nulle part où vivre? Si ce n'est pas le cas, suivez-vous le pourcentage de victimes en termes de maisons détruites par un incendie?

Mme Binon : Merci pour votre question. La réponse est : les deux. Nous utilisons des indicateurs de déplacement. Le déplacement interne signifie être contraint de quitter son lieu de résidence habituel, en raison d'une catastrophe, d'un conflit ou de violence. C'est ce que nous surveillons. Pour les catastrophes, nous disposons de divers indicateurs de déplacement. L'un de ces indicateurs est l'évacuation. Lorsque les gens doivent évacuer leur domicile — ils sont contraints de quitter leur domicile, dans ce cas-ci, en raison d'incendies de forêt —, ils sont déplacés à l'intérieur du pays, car ils ne quittent pas le Canada. Ils restent dans leur propre pays.

Senator Varone: Do they have a home to return to after displacement?

Ms. Binon: Sometimes they do. Sometimes the home has not been destroyed. We also do record destroyed housing, and that is another indicator of displacement. We record —

Senator Varone: Do you have those percentages that you can share with us?

Ms. Binon: I do not have the figures in front of me right now, but I can absolutely share them afterwards, but there is also a limitation in this data that we have due to lack of reporting.

Senator Varone: Understood. Thank you.

Senator Martin: This is also to Ms. Binon. Do you have examples of countries that have really good data and the kind of data they are collecting that you have access to, and how is it done?

Ms. Binon: Yes, we do have some examples. One example that I can give you is actually the United States. The Federal Emergency Management Agency, or FEMA, has operations briefings. On a daily basis, they publish briefings with reports on wildfire displacement and wildfire evacuations and also destruction of homes. We use this data, we collect this data, and we record it in our database to get an estimate of how many people are displaced due to wildfires in the U.S. So this is at a federal level. It is a really good example.

They also do a survey. The U.S. Census Bureau does a survey where they ask the population whether they have been displaced, evacuated or if their homes have been destroyed due to disasters. They ask questions such as which disaster?; how long were you displaced?; were you able to return home?; and, was your home rendered uninhabitable? These kinds of questions are asked.

These are extremely good examples, and they also, after some disasters — more like the bigger disasters — they also do preliminary damage assessment reports that they publish publicly, which include how many homes were destroyed due to a specific disaster. It is not limited to wildfires. It can also include floods, storms, hurricanes or tornadoes. The U.S. is a fairly good example of data collection, publishing and rendering this public, so that we can use it.

Senator McBean: I'm going to continue on in the same vein a little bit, and maybe, Ms. Binon, I can ask you — I don't imagine you have it right in front of you, so maybe you can provide it to

Le sénateur Varone : Ont-ils un foyer où retourner après leur déplacement?

Mme Binon : Parfois, oui. Parfois, leur foyer n'a pas été détruit. Nous enregistrons également les maisons détruites, ce qui constitue un autre indicateur de déplacement. Nous enregistrons...

Le sénateur Varone : Avez-vous des pourcentages à nous communiquer?

Mme Binon : Je n'ai pas les chiffres sous les yeux pour le moment, mais je peux tout à fait vous les communiquer par la suite. Cependant, les données dont nous disposons sont limitées en raison du manque de rapports.

Le sénateur Varone : Je comprends. Merci.

La sénatrice Martin : Cette question s'adresse également à Mme Binon. Avez-vous des exemples de pays qui disposent de données de très bonne qualité et du type de données qu'ils collectent et auxquelles vous avez accès, et comment cela se fait-il?

Mme Binon : Oui, nous avons quelques exemples. Je peux vous citer celui des États-Unis. La Federal Emergency Management Agency, ou FEMA, organise des réunions d'information sur ses opérations. Chaque jour, elle publie des bulletins contenant des rapports sur les déplacements et les évacuations liés aux incendies de forêt, ainsi que sur la destruction des habitations. Nous utilisons ces données, nous les collectons, et nous les enregistrons dans notre base de données, afin d'obtenir une estimation du nombre de personnes déplacées en raison des incendies de forêt aux États-Unis. Il s'agit donc d'une initiative au niveau fédéral. C'est un très bon exemple.

Ils réalisent également une enquête. Le Census Bureau des États-Unis mène une enquête dans laquelle il demande à la population si elle a été déplacée, évacuée, ou si ses habitations ont été détruites à cause de catastrophes. Il pose des questions telles que : quelle catastrophe? Combien de temps avez-vous été déplacé? Avez-vous pu rentrer chez vous? Votre maison est-elle devenue inhabitable? C'est le genre de questions posées.

Ce sont d'excellents exemples. De plus, après certaines catastrophes, surtout les plus importantes, ils publient des rapports préliminaires d'évaluation des dommages, qui indiquent notamment le nombre de maisons détruites par une catastrophe spécifique. Cela ne se limite pas aux incendies de forêt. Cela peut également inclure les inondations, les tempêtes, les ouragans ou les tornades. Les États-Unis sont un assez bon exemple de collecte, de publication et de diffusion de données, afin que nous puissions les utiliser.

La sénatrice McBean : Je vais poursuivre dans la même veine. Madame Binon, je vais peut-être vous poser une question. Je suppose que vous n'avez pas les informations sous les yeux,

us. I was writing furiously as you were speaking to us, and what I got was 43% of I think it might have been Canadians who are displaced are displaced by wildfire. I also wrote down 15% of those people are Indigenous, 58% of wildfire displacement in Canada — I also wrote as Indigenous. If you could share your notes with us in a written format, I would appreciate that.

You also said that Canada is third as a nation for wildfire displacement. Can you let us know who got the gold and the silver? It's reverse engineering because I don't want that gold or silver, but maybe you could share some more of that information with us. That would be really helpful.

Also, at one point you said that in 2023, half of displacements were from urban areas. How do you define "urban"?

Ms. Binon: Hopefully I can answer all of your questions. Just to clarify, of course, I can absolutely send you fact sheets with the data that answers all of those questions, with pleasure. It's also available on our website.

Just to clarify, the number of people displaced due to wildfires is much higher than 43%. The data I provided is that in 2023, 43% of all documented wildfire displacement worldwide occurred in Canada. In 2023, 96% of internal displacements were caused by wildfires. Last year and this year, 99% of internal displacements in Canada were caused by wildfires. Those are the actual figures.

Now, what I mentioned about Canada ranking third globally was for last year. First was the U.S., and the second was Greece. Canada came after that. We recorded over 45,000 displacements in 2024, so significantly less than 2023, but still much higher than the previous years, before 2023.

Senator McBean: And how do you define "urban"?

Ms. Binon: Right. That question is not exactly for me to answer, but generally, we look at how the data is published and represented, and if it is described as being in an urban area, then we rely on that if the source is reliable.

Senator McBean: I respect that most industries require art too, so I respect that you kind of have a sense of what it is.

mais vous pourrez peut-être nous les fournir. J'ai pris des notes pendant que vous nous parliez, et j'ai noté que 43 % des Canadiens déplacés l'ont été à cause d'incendies de forêt. J'ai également noté que 15 % de ces personnes sont autochtones, et que 58 % des déplacements liés aux incendies de forêt au Canada concernent des Autochtones. Si vous pouviez nous communiquer vos notes par écrit, je vous en serais reconnaissant.

Vous avez également dit que le Canada se classe au troisième rang des pays où les incendies de forêt provoquent le plus de déplacements. Pourriez-vous nous indiquer quels pays occupent les deux premières places? Il s'agit d'une analyse rétrospective, car je ne souhaite pas connaître ces deux pays, mais vous pourriez peut-être nous fournir davantage d'informations à ce sujet. Cela nous serait très utile.

Vous avez également dit qu'en 2023, la moitié des déplacements concernaient des zones urbaines. Comment définissez-vous le terme « urbain »?

Mme Binon : J'espère pouvoir répondre à toutes vos questions. Pour clarifier les choses, je peux bien sûr vous envoyer des fiches d'information contenant les données qui répondent à toutes ces questions, avec plaisir. Elles sont également disponibles sur notre site Web.

Pour clarifier les choses, le nombre de personnes déplacées en raison des incendies de forêt est bien supérieur à 43 %. Les données que j'ai fournies indiquent qu'en 2023, 43 % de tous les déplacements liés aux incendies de forêt recensés dans le monde ont eu lieu au Canada. En 2023, 96 % des déplacements internes ont été causés par des incendies de forêt. L'année dernière et cette année, 99 % des déplacements internes au Canada ont été causés par des incendies de forêt. Ce sont là les chiffres réels.

Maintenant, ce que j'ai mentionné au sujet du Canada se classant troisième au niveau mondial concernait l'année dernière. Les États-Unis occupaient la première place, suivis de la Grèce. Le Canada venait ensuite. Nous avons enregistré plus de 45 000 déplacements en 2024, soit peu par rapport à 2023, mais toujours beaucoup plus que les années précédentes, avant 2023.

La sénatrice McBean : Et comment définissez-vous le terme « urbain »?

Mme Binon : En effet. Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question, mais je peux vous indiquer la procédure habituelle. En effet, nous examinons la manière dont les données sont publiées et présentées. Si elles sont décrites comme provenant d'une zone urbaine, nous nous fions à cette information si la source est fiable.

La sénatrice McBean : Je comprends que la plupart des industries ont également besoin d'art. Je respecte donc le fait que vous ayez une certaine idée de ce que c'est.

For Major Zelinsky and Tracy Desjarlais, what lessons have been learned from the recent wildfire season about the logistics of providing large-scale humanitarian aid in remote and Indigenous communities? If you were listening to the first panel at all, I was kind of drilling in a little bit on jurisdictional complexities.

How does your organization coordinate with governments, Indigenous communities and local agencies to provide the shelter, food and mental supports that are so needed?

Mr. Zelinsky: Thank you. Yes, this is a bit of a challenge. We are part of the humanitarian workforce that's through the federal government, but deployments are done through the provincial government and then also through municipalities. Who is going to call us out becomes a bit of a challenge and how we are going to respond becomes a bit of a challenge. We have just taken the position that we will respond regardless. Even if we don't have funding, we're going to move because it's the morally correct decision for us.

In the sense of Indigenous communities, we learned through working with FNESS, they identified 30 communities that are at high risk in British Columbia. Again, the Salvation Army decided we are going to leverage our donors to help FNESS get funding to set up remote water suppression systems in their communities. We helped out with the response inside that First Nation.

We're just in the process of providing water suppression systems to 30 Indigenous communities throughout B.C. so that they can have immediate response to wildfires in their communities within 15 minutes of the fire starting versus having to wait for a three- or four-hour response from a fire department in a neighbouring community or a more remote community.

The Chair: I have a question. Within the next few weeks, we're going to be starting to write this report, which could and likely will contain recommendations to the federal government. If you had a pen in hand, what would be two recommendations each of you would want to include in that report? I'll start with Major Zelinsky.

Pour le major Zelinsky et Tracy Desjarlais, quelles leçons ont été tirées de la récente saison des incendies de forêt en matière de logistique d'aide humanitaire à grande échelle dans les collectivités éloignées et autochtones? Si vous avez assisté au premier groupe de témoins, vous avez peut-être remarqué que j'ai insisté sur les complexités juridictionnelles.

Quelles sont les méthodes employées par votre organisation pour assurer une coordination efficace avec les gouvernements, les collectivités autochtones et les agences locales afin de fournir les abris, la nourriture et le soutien psychologique qui sont essentiels?

M. Zelinsky : Je vous remercie. Il est indéniable que cela représente un défi significatif. Notre organisation est rattachée au personnel humanitaire relevant du gouvernement fédéral. Cependant, la mise en œuvre des déploiements est confiée au gouvernement provincial, puis aux municipalités. La question de l'identification des parties prenantes et de la gestion de la communication devient un enjeu majeur, tout comme la capacité à adapter notre stratégie en fonction de leurs actions. Nous avons pris la décision stratégique de réagir systématiquement. Bien que nous ne disposions pas de financement, nous avons pris la décision stratégique d'agir, car c'est l'option qui répond à nos valeurs éthiques.

Concernant les collectivités autochtones, nous avons identifié, en collaborant avec le FNESS, 30 collectivités à haut risque en Colombie-Britannique. Dans le cadre de son engagement continu en faveur de la sécurité civile, l'Armée du Salut a pris l'initiative stratégique de mobiliser ses donateurs pour soutenir le FNESS dans l'acquisition de fonds destinés à la mise en place de systèmes de lutte contre les incendies au sein de leurs collectivités. Notre contribution à l'intervention menée au sein de cette Première Nation témoigne de notre engagement à promouvoir l'inclusion et la diversité au sein de notre écosystème.

Nous sommes en train de fournir des systèmes d'extinction d'incendies à 30 collectivités autochtones de la Colombie-Britannique. L'objectif de ce projet est de leur permettre d'intervenir immédiatement en cas d'incendie dans leur collectivité. Actuellement, il faut attendre trois ou quatre heures l'intervention des pompiers d'une collectivité voisine ou d'une collectivité plus éloignée. Avec nos systèmes, les collectivités concernées pourront intervenir dans les 15 minutes suivant le début de l'incendie.

Le président : J'ai une question. Au cours des quelques semaines à venir, nous allons commencer à rédiger ce rapport, qui pourrait contenir, et contiendra probablement, des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral. Si vous aviez un stylo à la main, quelles seraient les deux recommandations que chacun d'entre vous souhaiterait inclure dans ce rapport? Je commencerai par le major Zelinsky.

Mr. Zelinsky: First of all, funding. You can never tell an NGO or charity that they have enough money. We are always looking for funding in that way, not just to fill our coffers but to ensure that we have a consistent, national response to wildfires. That would be the first thing.

The second thing would be that they work on jurisdictional issues. They have to decide who is going to deploy. If the feds are funding us, they have to be able to deploy us into situations. Surrounding that, if we go into Alberta, as an example, to fight wildfires, currently, we have to go to all of the municipalities to get memorandums of understanding to respond versus just asking for one memorandum of understanding, the province deploys us and we just move into a situation anywhere in the province. If we did it nationally, even better, because then it would remove the borders. We can travel very quickly and deploy large assets to support very remote communities that have no access. We're able to go in with wifi, refrigeration, cooking, et cetera, because we have those at our disposal.

M. Zelinsky : Tout d'abord, le financement. On ne peut jamais dire à une ONG ou à un organisme de bienfaisance qu'il a suffisamment d'argent. Nous sommes toujours à la recherche de financement, non seulement pour remplir nos coffres, mais aussi pour nous assurer que nous avons une réponse nationale cohérente aux incendies de forêt. Ce serait la première chose.

La deuxième chose serait qu'ils travaillent sur les questions de compétence. Ils doivent décider qui va être déployé. Si le gouvernement fédéral nous finance, il doit être en mesure de nous déployer sur le terrain. À ce sujet, si nous allons en Alberta, par exemple, pour lutter contre les incendies de forêt, nous devons actuellement nous rendre dans toutes les municipalités pour obtenir des protocoles d'accord afin de pouvoir intervenir, alors qu'il suffirait de demander un seul protocole d'accord : la province nous déployerait et nous pourrions intervenir n'importe où dans la province. Si nous le faisons à l'échelle nationale, ce serait encore mieux, car cela supprimerait les frontières. Nous pouvons nous déplacer très rapidement et déployer d'importants moyens pour venir en aide à des collectivités très éloignées, qui n'ont aucun accès. Nous sommes en mesure d'intervenir avec le WiFi, la réfrigération, la cuisine, etc., car nous disposons de ces moyens.

The Chair: Ms. Desjarlais?

Le président : Madame Desjarlais?

Ms. Desjarlais: Mine too was about jurisdiction, but Major Zelinsky kind of covered that. Just having First Nations inclusion in the preparedness plans — I don't know how else to say it — so they are at the table too. I'll just leave it at that.

Mme Desjarlais : Ma question portait également sur la compétence, mais le major Zelinsky y a en quelque sorte répondu. Il s'agit simplement d'inclure les Premières Nations dans les plans de préparation — je ne sais pas comment le dire autrement —, afin qu'elles soient également présentes à la table des discussions. Je m'en tiendrai là.

The Chair: We know what you mean. Thank you. Ms. Binon, pen in hand, what would you do?

Le président : Nous comprenons ce que vous voulez dire. Merci. Madame Binon, le stylo à la main, que feriez-vous?

Ms. Binon: The first recommendation is from a data perspective. We would recommend that there be a systematic and disaggregated data collection on internal displacement in order to see how many people are displaced each year, and what the cause of that displacement is. How far do they have to go during the displacement period? Are their homes destroyed? How fast do they have to move? Also, how fast does a wildfire go from an evacuation recommendation to an alert to an order? And where are people displaced to? This information can really help improve evacuation plans, better plan shelter locations and better assist in designing communications strategies so that future responses are faster and more targeted.

Mme Binon : La première recommandation porte sur les données. Nous recommandons de collecter systématiquement et de manière ventilée des données sur les déplacements internes, afin de déterminer le nombre de personnes déplacées chaque année et les raisons de ces déplacements. Quelle distance doivent-elles parcourir pendant cette période? Leurs maisons sont-elles détruites? À quelle vitesse doivent-elles se déplacer? De plus, à quelle vitesse un incendie de forêt passe-t-il d'une recommandation d'évacuation à une alerte, puis à un ordre? Et où les personnes déplacées sont-elles accueillies? Ces informations permettraient d'améliorer les plans d'évacuation, de mieux planifier l'emplacement des abris et de concevoir des stratégies de communication plus efficaces, afin que les interventions futures soient plus rapides et plus ciblées.

The second recommendation, during that time of displacement, it's truly essential to lessen the trauma of displacement. There is immense trauma associated with displacement; the uncertainty of whether and when you can go home and if your home going to be there is immense.

La deuxième recommandation concerne la période de déplacement, durant laquelle il est essentiel de limiter le traumatisme lié à l'évacuation. Le déplacement est associé à un traumatisme immense : l'incertitude quant à la possibilité de rentrer chez soi, au moment où cela sera possible, et à l'état dans lequel se trouvera le domicile est immense.

During a situation of displacement, there must be policies in place to ensure that the reception conditions are adequate, that they fit the need of the affected communities and that they are targeted toward ensuring mental and physical health, and general well-being. That includes, for instance, ensuring continued education for prolonged displacement for minors. Access to resources is also necessary, for instance, for social, cultural and religious practices.

All of those considerations will help lessen the trauma of displacement.

The Chair: Thank you very much.

Colleagues, I have no folks for second round unless folks have further questions. With that, thanks to our witnesses for taking the time to appear before us today. It was a very informative panel and session. We appreciate your contributions to our study. As I mentioned, we will soon be getting into the writing phase of this report, and we will ensure that each of you receive a copy of the report down the road. If you have further things to contribute in answers to some of the questions, please send them to our clerk. We would appreciate that.

Colleagues, thank you very much for your contributions today; your preparation and thoughtful participation are appreciated.

I want to take a moment to thank the staff who support our committee: our colleagues in our offices; the interpreters; the Debates team transcribing and editing this meeting; the committee room attendant; the multimedia services technician; the Broadcasting team; the Recording Centre; ISD; and our page, Ms. Angélique Pinto. Thank you very much for contributing to this successful committee meeting.

(The committee adjourned.)

Dans une telle situation, il est essentiel de mettre en place des politiques garantissant des conditions d'accueil adéquates, répondant aux besoins des populations touchées et visant à assurer la santé mentale et physique, ainsi que le bien-être général. Cela inclut, par exemple, la garantie de la continuité de l'éducation pour les mineurs en situation de déplacement prolongé. L'accès aux ressources est également nécessaire, notamment pour les pratiques sociales, culturelles et religieuses.

Toutes ces considérations contribueront à atténuer le traumatisme lié au déplacement.

Le président : Merci beaucoup.

Chers collègues, je n'ai pas d'autres questions pour le deuxième tour, à moins que certains d'entre vous en aient. Je remercie nos témoins d'avoir pris le temps de comparaître devant nous aujourd'hui. Cette réunion et ce groupe de témoins ont été très instructifs. Nous apprécions vos contributions à notre étude. Comme je l'ai mentionné, nous allons bientôt entamer la rédaction de ce rapport et veiller à ce que chacun d'entre vous en reçoive une copie. Si vous avez d'autres éléments à apporter en réponse à certaines questions, veuillez les transmettre à notre greffier. Nous vous en serions reconnaissants.

Chers collègues, je vous remercie beaucoup pour vos contributions d'aujourd'hui; nous avons apprécié votre préparation et votre participation réfléchie.

Je tiens également à prendre un moment pour remercier le personnel qui soutient notre comité : nos chers collègues de nos bureaux, les interprètes, l'équipe de transcription et d'édition des débats, le préposé à la salle du comité, le technicien des services multimédias, l'équipe de radiodiffusion, le centre d'enregistrement, le SDI et notre collègue Angélique Pinto. Merci à tous d'avoir contribué au succès de cette réunion.

(La séance est levée.)
